

Du Ron

Revue pénitentiaire  
et de Droit pénal



BULLETIN

DE LA

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS**

(Reconnue comme Établissement d'utilité publique par décret du 29 avril 1889)

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE

PARIS

MARCHAL ET BILLARD

MARCHAL ET GODDE, SUCCESSEURS

27, place Dauphine, 27

—  
1913

# STATUTS & RÈGLEMENT

## STATUTS

**ARTICLE PREMIER.** — L'association dite « Société générale des Prisons », fondée en 1877, a son siège à Paris. Elle a pour objet de contribuer à l'amélioration du système pénitentiaire.

Elle se propose d'atteindre ce but :

- 1° Par l'institution de réunions périodiques où sont examinées les questions ayant trait au régime des établissements pénitentiaires ;
- 2° Par des publications périodiques et spéciales ;
- 3° Par un concours actif donné aux commissions, sociétés et œuvres de patronage formées pour venir en aide aux prisonniers libérés.

**ART. 2.** — La Société se compose de membres titulaires résidant à Paris, dans les départements et à l'étranger ; pour être membre titulaire il faut : 1° être présenté par deux membres de la Société et agréé par le Conseil de direction ; 2° payer une cotisation annuelle dont le minimum est de 20 francs.

Elle comprend en outre les membres correspondants à l'étranger dont la liste est arrêtée chaque année par le Conseil de direction.

Tout membre qui n'a pas acquitté sa cotisation de l'année peut, après deux avertissements, l'un du Trésorier, l'autre du Secrétaire général, être déclaré démissionnaire par décision du Conseil.

**ART. 3.** — La Société est administrée par un Conseil de direction composé de :

- 1° Un Président élu pour deux ans et non immédiatement rééligible ;
- 2° Quatre Vice-Présidents et vingt membres au moins élus pour quatre ans, renouvelables par quart et non immédiatement rééligibles ;
- 3° Un Secrétaire général, quatre Secrétaires au moins et un Trésorier nommés chaque année par le Conseil.

Le Conseil se réunit tous les mois et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine Assemblée générale.

La présence de la moitié des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu un procès-verbal des séances du Conseil qui est signé par le Président et le Secrétaire.

Le Conseil autorise toutes les dépenses.

Il ordonne et surveille toutes les publications.

**ART. 4.** — Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles, sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

**ART. 5.** — Le Trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile ; il n'acquitte aucune dépense si elle n'a été préalablement autorisée par le Secrétaire général.

**ART. 6.** — Le Conseil désigne chaque année un de ses membres pour administrer la bibliothèque et les archives de la Société.

Toutes les fonctions des membres de la Société sont gratuites.

**ART. 7.** — Les ressources de la Société se composent :

- 1° Des cotisations et souscriptions des membres ;
- 2° Des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement ;
- 3° Des subventions qui pourraient lui être accordées ;

4° Du produit des ressources créées à titre exceptionnel avec l'autorisation du Gouvernement;

5° Enfin du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 8. — Les fonds disponibles seront placés en rentes nominatives 3 p. 100 sur l'État ou en obligations nominatives de chemins de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 9. — Le fonds de réserve comprend :

1° Le dixième de l'excédent des ressources annuelles à partir du jour de la reconnaissance;

2° La moitié des libéralités autorisées sans emploi.

Ce fonds est inaliénable; ses revenus peuvent être appliqués aux dépenses courantes.

ART. 10. — Les réunions des membres de la Société ont lieu tous les mois, sauf pendant les vacances. Leur ordre du jour est réglé par le Conseil de direction.

Aucune discussion ne peut avoir lieu dans les séances que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Les travaux soumis aux réunions ne sont l'objet d'aucun vote.

Les propositions concernant les travaux ou l'administration de la Société sont renvoyées sans débat à l'examen du Conseil.

L'Assemblée générale annuelle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil de direction.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés, chaque année, à tous les membres, au Préfet de la Seine et au Ministre de l'Intérieur.

ART. 11. — La qualité de membre de la Société se perd :

1° Par la démission;

2° Par la radiation prononcée pour motifs graves par l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des membres présents, sur le rapport du Conseil de direction et le membre intéressé dûment appelé à fournir ses explications.

ART. 12. — La Société peut se diviser en différentes sections ou commissions dont le nombre et les attributions sont arrêtés chaque année par le Conseil.

ART. 13. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil de direction ou sur la demande de vingt-cinq membres, soumise au bureau au moins trois mois à l'avance. L'Assemblée extraordinaire spécialement convoquée à cet effet ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

La délibération de l'Assemblée est soumise à l'approbation du Conseil.

ART. 14. — Il en sera de même et dans les mêmes conditions en cas de demande de dissolution.

L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de la Société et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre, au moins, la moitié plus un des membres en exercice. Ses résolutions sont prises à la majorité des membres présents et soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 15. — En cas de dissolution, l'actif de la Société est attribué par délibération de l'Assemblée générale prise à la majorité absolue des membres présents, à un ou plusieurs établissements analogues et reconnus d'utilité publique.

Cette délibération est soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 16. — Il sera procédé de même en cas du retrait de l'autorisation donnée par le Gouvernement. Dans le cas où l'Assemblée générale se refuserait à délibérer sur cette attribution, il sera statué par un décret rendu en forme des règlements d'administration publique.

ART. 17. — Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

## RÈGLEMENT

### TITRE PREMIER

#### Conditions d'admission. — Cotisations.

ARTICLE PREMIER. — Toute présentation d'un membre est adressée par écrit au Secrétaire général.

ART. 2. — Les membres nouveaux sont informés de leur admission par une lettre du Secrétaire général.

ART. 3. — Les membres payent une cotisation annuelle de 20 francs.

ART. 4. — Les membres correspondants étrangers ne sont pas soumis au paiement de la cotisation.

La liste des membres correspondants est arrêtée chaque année par le Conseil de direction.

ART. 5. — Tout membre qui n'a pas acquitté sa cotisation de l'année peut, après deux avertissements, l'un du Trésorier, et l'autre du Secrétaire général, être déclaré démissionnaire par décision du Conseil.

ART. 6. — La liste générale des membres est dressée par les soins du Trésorier et imprimée au commencement de chaque année, après avoir été soumise au Conseil.

### TITRE II

#### Conseil de direction.

ART. 7. — Le Conseil se réunit au moins une fois par mois, du mois de novembre au mois de juillet, sur la convocation du Président.

ART. 8. — Le Conseil de direction nomme, dans son sein, deux Commissions présidées par le Président ou par un Vice-Président désigné par lui : la *Commission des Études*, chargée de préparer l'ordre du jour des séances et de publier le *Bulletin* de la Société; la *Commission des Œuvres*, chargée d'examiner les propositions relatives à l'action extérieure de la Société.

Ces Commissions agissent sous l'autorité du Conseil et dans la mesure des pouvoirs qui leur sont délégués par lui.

Le Secrétaire général en fait partie.

### TITRE III

#### Travaux de la Société.

ART. 9. — Les procès-verbaux des séances du Conseil sont rédigés par un des Secrétaires et signés par le Président.

ART. 10. — Les séances générales ont lieu, au moins une fois par mois, du mois de décembre au mois de juin.

Les jours des séances sont fixés par le Conseil de direction.

ART. 11. — Aucune discussion ne peut avoir lieu que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Les propositions, concernant les travaux ou l'administration de la Société, sont envoyées sans débat à l'examen du Conseil.

Aucun vote n'a lieu que sur les questions soumises à la Société par le Conseil de direction : l'élection des membres du Conseil, l'approbation des comptes du Trésorier.

ART. 12. — Les sujets d'étude sont mis à l'ordre du jour par le Conseil sur la proposition soit d'un des membres de la Société, soit d'une des sections dont il est parlé à l'article suivant. Ils donnent lieu à un rapport écrit de la part de leur auteur et sont suivis d'une discussion orale, soit à la même séance, soit dans une séance suivante.

ART. 13. — Les membres qui veulent prendre une part active aux travaux de la Société sont inscrits, sur leur demande, dans une section correspondant à l'une des branches des études de la Société.

Le nombre de ces sections est déterminé chaque année par le Conseil de direction.

ART. 14. — Elles se réunissent sur la convocation et sous la présidence de membres désignés chaque année par le Conseil de direction.

Elles nomment leur Bureau et fixent l'ordre de leurs travaux.

Le Secrétaire général est informé de l'heure et du lieu de toutes les réunions, et peut y assister ou s'y faire représenter par un des Secrétaires de la Société.

ART. 15. — Les propositions des sections relatives à l'ordre du jour des séances générales, à la composition du *Bulletin* et aux œuvres de la Société, sont transmises par l'intermédiaire du Secrétaire général aux Commissions dont il est question en l'article 8.

Les livres et documents de toute nature communiqués à la Société sont transmis par le Secrétaire général au Président de la Section compétente, qui les distribue aux membres pour qu'il soit fait à la section un rapport sommaire sur le contenu de ces documents.

ART. 16. — Toutes les communications doivent être adressées au Secrétaire général, au siège de la Société.

Toute la correspondance doit être signée ou visée par le Secrétaire général, ou un des Secrétaires désigné par lui.

#### TITRE IV

##### Dispositions diverses.

ART. 17. — Le Conseil désigne chaque année un de ses membres pour administrer la bibliothèque et les archives de la Société.

ART. 18. — Une *Commission des comptes*, composée de trois membres nommés chaque année par le Conseil, donne son avis sur toutes les dépenses proposées et sur les traités à passer, notamment avec l'imprimeur et l'éditeur.

Elle reçoit les comptes du Trésorier et fait son rapport au Conseil. Elle vérifie l'état matériel de la bibliothèque et des archives.

ART. 19. — Le compte des recettes et des dépenses est arrêté au 30 novembre de chaque année.

## CONSEIL DE DIRECTION, SECTIONS, COMMISSIONS & BIBLIOTHÈQUE

### ANCIENS PRÉSIDENTS HONORAIRES

MM. † J. DUFAURE, de l'Académie française, ancien bâtonnier, ancien président du Conseil des Ministres (1877-1878). — † MERCIER, premier président de la Cour de cassation (1879-1880). — † ERNEST CRESSON, ancien bâtonnier, ancien préfet de Police (1891-1892). — † ÉMILE CHEYSSON, de l'Institut, inspecteur général honoraire des Ponts et Chaussées (1896-1897). — † GEORGES PICOT, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces (1898-1899). — † EUGÈNE POUILLET, ancien bâtonnier (1900-1901). — † HENRI BARBOUX, de l'Académie française, ancien bâtonnier (1908-1909).

### ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. † FERDINAND DESPORTES (1877-1892).

### ANCIENS TRÉSORIERES

MM. † BOUCHOT (1877). — † POUQUET. — ÉMILE PAGÈS. — † LOYS BRUEYRE (1888-1903).

### Conseil de direction pour l'année 1913.

#### PRÉSIDENTS HONORAIRES

MM. BÉRENGER, sénateur, membre de l'Institut.  
BÉTOLAUD, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, membre de l'Institut.  
RIBOT, de l'Académie française, sénateur.  
CH. PETIT, président honoraire à la Cour de cassation.  
FÉLIX VOISIN, membre de l'Institut, conseiller honoraire à la Cour de cassation.  
HENRI JOLY, membre de l'Institut.  
ALBERT GIGOT, ancien préfet de Police.  
ALFRED LE POITTEVIN, professeur à la Faculté de droit de Paris.

#### ANCIENS VICE-PRÉSIDENTS

MM. LÉON DEVIN (1899-1902). — GEORGES DUBOIS (1891-1894). — FEUILLOLEY (1907-1910). — C<sup>e</sup> d'HAUSSONVILLE (1899-1903). — FÉLIX LACON (1905-1908). — ERNEST PASSEZ (1908). — ALBERT RIVIÈRE (1909). — ÉMILE GARÇON (1907-1911). — ÉTIENNE FLANDIN (1908-1912).

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL HONORAIRE

M. ALBERT RIVIÈRE, ancien magistrat (1893-1905).

## PRÉSIDENT

M. FEUILLOLEY, conseiller à la Cour de cassation.

## VICE-PRÉSIDENTS

MM. ERNEST CARTIER, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier.  
HENRI BERTHÉLEMY, professeur à la Faculté de droit de Paris.  
FERDINAND-DREYFUS, sénateur, vice-président du Conseil supérieur des prisons.  
LOUIS RIVIÈRE, ancien président de la Société d'Économie sociale.

## MEMBRES DU CONSEIL

M<sup>me</sup> CAROLINE ANDRÉ, directrice de l'Œuvre des libérées de Saint-Lazare.  
MM. le pasteur JULES ARBOUX, aumônier des prisons de la Seine.  
PAUL BAILLIÈRE, secrétaire général du Patronage des jeunes adultes.  
PAUL BÈGNER, préfet honoraire.  
JULIEN BUSSON-BILLAULT, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier.  
PIERRE DE CASABIANCA, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Paris.  
MAURICE CHAMPETIER DE RIBES, notaire honoraire.  
GRIMANELLI, directeur honoraire au Ministère de l'Intérieur, membre du Conseil supérieur des prisons.  
JOUARRE, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.  
le vicomte ARMAND DE LA LOYÈRE, gouverneur honoraire des Colonies.  
LARNAUDE, professeur à la Faculté de droit de Paris.  
GEORGES LELOIR, conseiller à la Cour d'appel de Paris.  
FERNAND LE PELLETIER, professeur à la Faculté de droit de l'Institut catholique de Paris.  
ALFRED LÉVY, grand rabbin de France.  
LOUCHE-DESFONTAINES, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de l'Union des Sociétés de patronage de France.  
PAUL NOURRISSON, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
l'abbé PIERRE, curé des Lilas (Seine).  
EUGÈNE PRÉVOST, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
GONZALVE REGNAULT, procureur général près la Cour d'appel d'Amiens.  
JEAN-ANDRÉ ROUX, professeur à la Faculté de droit de Dijon.  
Le capitaine JULES ROUX, substitut du commissaire du gouvernement près le 1<sup>er</sup> conseil de guerre de Paris.  
ERNEST VALLET, conseiller honoraire.

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. HENRI PRUDHOMME, juge au tribunal civil de Lille.

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

M. G. FRÈREJOUAN DU SAINT, ancien magistrat, rédacteur en chef du *Répertoire général alphabétique du Droit français*.

## SECRÉTAIRES

MM. L. DUFFAU-LAGARROSSE, professeur à la Faculté de droit de l'Institut catholique de Paris.  
CLÉMENT CHARPENTIER, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
PAUL KAHN, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
MAXIMILIEN WINTER, avocat à la Cour d'appel de Paris.

## SECRÉTAIRES ADJOINTS (1)

MM. JEAN ESCARRA, docteur en droit.  
PIERRE MACAIGNE, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
PIERRE MERCIER, avocat à la Cour d'appel de Paris.  
HENRI SAUVARD, avocat à la Cour d'appel de Paris.

## TRÉSORIER

M. GEORGES LEREDU, avocat à la Cour d'appel de Paris.

## BIBLIOTHÉCAIRES-ARCHIVISTES

MM. HENRI TOURNOÛER, secrétaire d'ambassade honoraire.  
GUSTAVE SPACH, avocat à la Cour d'appel de Paris.

## Sections.

## PREMIÈRE SECTION

## Questions pénitentiaires et pénales en France.

*Président* : M. le professeur A. LE POITTEVIN.  
*Vice-Présidents* : MM. les professeurs GARÇON et LÉOPOLD DUFFAU-LAGARROSSE  
*Secrétaire* : M. CLÉMENT CHARPENTIER.

## DEUXIÈME SECTION

## Patronage et mesures préventives.

*Président* : M. le professeur H. BERTHÉLEMY.  
*Vice-Président* : M. le pasteur ARBOUX.  
*Secrétaire* : M. PIERRE MERCIER.

## TROISIÈME SECTION

## Questions pénitentiaires et pénales à l'étranger.

*Président* : M. GEORGES DUBOIS.  
*Vice-Président* : M. LOUIS RIVIÈRE.  
*Secrétaire* : M. MAXIMILIEN WINTER.

---

(1) Les secrétaires adjoints n'ont que voix consultative.

**Commissions.****Commission des études.**

MM. ALBERT RIVIÈRE, *président*.  
 GEORGES FRÈREJOUAN DU SAINT.  
 le professeur GARÇON.  
 HENRI PRUDHOMME.  
 L. DUFFAU-LAGARROSSE, *secrétaire*.

**Commission des œuvres.**

MM. ERNEST CARTIER, *président*.  
 le pasteur ARBOUX.  
 ERNEST PASSEZ.

**Commission des comptes.**

MM. CHARLES MOREL D'ARLEUX *président*.  
 TOLLU.  
 LORTAT-JACOB.  
 GEORGES LEREDU.  
 ÉMILE PAGÈS.  
 LOUIS RIVIÈRE.

**Bibliothèque.**

MM. HENRI TOURNOÛER, secrétaire d'ambassade honoraire, *bibliothécaire*.  
 GUSTAVE SPACH, avocat à la Cour d'appel de Paris, *bibliothécaire adjoint*.

**Commission de l'œuvre des bibliothèques des colonies privées.**

MM. DE CORNY.  
 ERNEST PASSEZ.

**Sténographe.**

M. VICTOR GALLIAND, sténographe judiciaire, rue du Faubourg-Poissonnière, 46, X<sup>e</sup>.

**LISTE DES MEMBRES**

DE LA

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS**au 1<sup>er</sup> Janvier 1913**PARIS**

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE, rue Cambacérés, 13, VIII<sup>e</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE DU SÉNAT, au Palais du Luxembourg, VI<sup>e</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, au Palais-Bourbon, VII<sup>e</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, place Vendôme, 1, I<sup>er</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS, au Palais de Justice, I<sup>er</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE DE L'ORDRE DES AVOCATS, à la Cour de Paris (M. BOUCHER, bibliothécaire, au Palais de justice, I<sup>er</sup>).  
 BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE DE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE, à l'Hôtel de Ville, IV<sup>e</sup>.  
 BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE DE LA PRÉFECTURE DE POLICE, quai des Orfèvres, 36, I<sup>er</sup>.  
 CERCLE ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE, rue Volney, 7, II<sup>e</sup>.  
 CHEF DU CABINET DE MINISTÈRE DES COLONIES (Archives coloniales et Bibliothèque), rue Oudinot, 27, VII<sup>e</sup>.  
 LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, à la Bibliothèque, place du Panthéon, V<sup>e</sup>.  
 OFFICE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE, au Ministère de la Justice, place Vendôme, 13, I<sup>er</sup>.

MM.

ABBADIE D'ARRAST (M<sup>me</sup> D'), secrétaire générale du Patronage des détenues et libérées, rue Vaneau, 32, VII<sup>e</sup>.  
 ALBANEL (Louis), conseiller à la Cour d'appel, avenue des Champs-Élysées, 95, VIII<sup>e</sup>.  
 ALCINDOR (ÉMILE), inspecteur général adjoint des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, rue Leneveux, 2, XIV<sup>e</sup>.  
 ALEXANDRE (LE D<sup>r</sup>), médecin adjoint de la Santé, rue de Tournon, 20, VI<sup>e</sup>.  
 ALIX (CAPITAINE), substitut du commissaire du gouvernement, près le 2<sup>e</sup> conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris, rue Albert-de-Lapparent, 10, VII<sup>e</sup>.  
 ANDRÉ (M<sup>me</sup> CAROLINE), directrice de l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare, rue d'Aguesseau, 20.  
 ANDRÉ (PAUL), directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice, rue Monge, 13.  
 APPERT (GEORGES), docteur en droit, chargé de conférences à la Faculté de droit, boulevard Saint-Michel, 87, V<sup>e</sup>.

## MM.

- ARBOUX (LE PASTEUR), aumônier des prisons, rue Le Verrier, 21, VI<sup>e</sup>.  
 ARDENNE DE TIZAC (GASPAR D'), juge honoraire au tribunal de Cambrai, bibliothécaire adjoint de l'Office de législation étrangère et de droit international, rue de Vaugirard, 136, XV<sup>e</sup>.  
 ARGYROPOULOS (AP.), docteur en droit de l'Université d'Athènes, rue des Écoles, 43, V<sup>e</sup>.  
 ASTOR (JOSEPH), docteur en droit, place des Batignolles, 3, XVII<sup>e</sup>.  
 AUBANEL (PIERRE), avocat à la Cour d'appel, rue du Cherche-Midi, 74, VI<sup>e</sup>.  
 AUBIN (JULES), rédacteur au Ministère de la Justice, rue Lecourbe, 148, XV<sup>e</sup>.  
 AUGER, avocat à la Cour de cassation, quai des Grands-Augustins, 53 bis, VI<sup>e</sup>.  
 AVRIL DE SAINTE-CROIX (M<sup>me</sup>), présidente de l'Œuvre libératrice, avenue Malakoff, 1, XVI<sup>e</sup>.  
 BAILLIÈRE (PAUL), secrétaire général du Patronage des jeunes adultes, boulevard de Courcelles, 20, XVII<sup>e</sup>.  
 BARBIER (JOSEPH), ancien magistrat, square de Luynes, 1, VII<sup>e</sup>.  
 BATAILLE, avocat à la Cour d'appel, rue Monge, 113.  
 BAUDOUIN (EMMANUEL), premier président de la Cour de cassation, rue Cornaille, 3, VI<sup>e</sup>.  
 BAZAINE-HAYTER (LE GÉNÉRAL GEORGES-ALBERT), ancien commandant du 4<sup>e</sup> corps d'armée, rue de la Pompe, 34, XVI<sup>e</sup>.  
 BÉHAEDDIN (IBRAHIM), docteur en droit, boulevard de Clichy, 29, IX<sup>e</sup>.  
 BÉRENGER (René), membre de l'Institut, sénateur, membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Rennes, 98, VI<sup>e</sup>.  
 BERGE (STÉPHANE), conseiller à la Cour d'appel, rue Valentin-Haüy, 15, XV<sup>e</sup>.  
 BERR (LOUIS), conseiller à la Cour d'appel, chaussée de la Muette, 8 bis, XVI<sup>e</sup>.  
 BERTHÉLEMY (HENRY), professeur à la Faculté de droit, rue Jean-Bart, 6, VI<sup>e</sup>.  
 BÉTOLAUD, membre de l'Institut, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, avenue Marceau, 21, XVI<sup>e</sup>.  
 BIOT (PAUL), avocat à la Cour d'appel, rue Sévéro, 11, XIV<sup>e</sup>.  
 BINOCHE (EDMOND), avocat à la Cour d'appel, avenue de Wagram, 20, VIII<sup>e</sup>.  
 BIRAGUE D'APREMONT (RENÉ DE), avocat à la Cour d'appel, rue de Vaugirard, 73, VI<sup>e</sup>.  
 BLAISOT (AUGUSTE), avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Michel, 27, V<sup>e</sup>.  
 BLOCH (D<sup>r</sup>), rue Meslay, 1, III<sup>e</sup>.  
 BLOCH (OSCAR), avocat à la Cour d'appel, rue Danton, 5, VI<sup>e</sup>.  
 BŒGNER (PAUL), préfet honoraire, rue Cassini, 1, XIV<sup>e</sup>.  
 BŒUF (HENRI), avocat à la Cour d'appel, rue Mabillon, 12, VI<sup>e</sup>.  
 BONJEAN (GEORGES), juge au Tribunal civil de la Seine, rue Saint-Guillaume, 14, VI<sup>e</sup>.  
 BONNEFOY (GASTON), greffier en chef du trib. de simple police, rue Bonaparte, 33, VI<sup>e</sup>.  
 BONNET (PIERRE), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, rue Goethe, 6, XVI<sup>e</sup>.  
 BOSCH (ANDRÉ), docteur en droit, rue Claude-Bernard, 51, V<sup>e</sup>.  
 BOUCARD (HENRI), juge d'instruction, rue Greuze, 10, XVI<sup>e</sup>.  
 BOUGON (ANDRÉ), avocat à la Cour d'appel, rue de Grenelle, 18, VII<sup>e</sup>.  
 BOURDILLON (ERNEST), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, rue d'Anjou, 10, VIII<sup>e</sup>.  
 BOURDON (ÉMILE), conseiller à la Cour de cassation, boulevard de Port-Royal, 87, XV<sup>e</sup>.  
 BOUSQUET (ROBERT DU), avocat à la Cour d'appel, boulevard Raspail, 9, VII<sup>e</sup>.

## MM.

- BRACK (JEAN), avocat à la Cour d'appel, boulevard de Courcelles, 70, VIII<sup>e</sup>.  
 BRAULT (RAOUL), docteur en droit, rue d'Artois, 29, VIII<sup>e</sup>.  
 BRESSON (ALBERT), ancien magistrat, avenue Victor-Hugo, 137, XVI<sup>e</sup>.  
 BRICOUT (FERNAND), président de section au tribunal de la Seine, avenue de Tourville, 15, VII<sup>e</sup>.  
 BRUNOT (CHARLES), ancien président du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'Intérieur, rue de Berlin, 38, VIII<sup>e</sup>.  
 BRUNSCHVIGG (LÉON), docteur ès lettres, professeur agrégé de philosophie au lycée Henri-IV, 21, rue Scheffer, 53, XVI<sup>e</sup>.  
 BUHOT (Charles), avocat à la Cour d'appel, quai de la Mégisserie, 18, I<sup>e</sup>.  
 BUSSON-BILLAULT (JULIEN), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, rue de Marignan, 9, VIII<sup>e</sup>.  
 CAHEN (EDMOND), licencié ès lettres, rue de Tilsitt, 5.  
 CAILLE (LIEUTENANT), substitut du commissaire du gouvernement près le 1<sup>er</sup> conseil de guerre du gouvernement de Paris, rue Faidherbe, 31, XI<sup>e</sup>.  
 CAIRE (CÉSAR), avocat à la Cour d'appel, rue de Constantinople, 34, VIII<sup>e</sup>.  
 CARS (LE DUC DES), conseiller général de la Sarthe, rue de Lille, 80, VII<sup>e</sup>.  
 CARTIER (ERNEST), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, rue Lamennais, 7, VIII<sup>e</sup>.  
 CASABIANCA (PIERRE DE), substitut du procureur général près la Cour d'appel, rue Garancière, 10, VI<sup>e</sup>.  
 CELIER (ALEXANDRE), avocat à la Cour d'appel, place Saint-François-Xavier, 1, VII<sup>e</sup>.  
 CERF (SIMON), avocat à la Cour d'appel, avenue Malakoff, 81, XVI<sup>e</sup>.  
 CHAALLES DES ÉTANGS, vice-président honoraire au tribunal de la Seine, rue Edmond-Valentin, 4, VII<sup>e</sup>.  
 CHABERTIER (ÉMILE), rue Asseline, 4, XIV<sup>e</sup>.  
 CHAILLEY (JOSEPH), député, directeur général de l'Union coloniale française, rue d'Anjou, 17, VIII<sup>e</sup>.  
 CHAMBERET (ÉTIENNE DE), avocat à la Cour d'appel, rue de Prony, 9, XVII<sup>e</sup>.  
 CHAMOY (PAUL), greffier-comptable à la Conciergerie, quai de l'Horloge, 1<sup>er</sup>.  
 CHAMPETIER DE RIBES (MAURICE), notaire honoraire, rue de Castiglione, 10, I<sup>er</sup>.  
 CHARPENTIER (CLÉMENT), avocat à la Cour d'appel, rue Ernest-Cresson, 6, XIV<sup>e</sup>.  
 CHAULIN (LIEUTENANT), du 5<sup>e</sup> régiment d'infanterie, substitut du commissaire du gouvernement, près le 2<sup>e</sup> conseil de guerre du gouvernement de Paris.  
 CHAUMAT (ALEXANDRE), avocat à la Cour d'appel, rue de Rivoli, 178, II<sup>e</sup>.  
 CHAUVIGNY DE BLOT (HENRY DE), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, rue Froidevaux, 12, XIV<sup>e</sup>.  
 CHENEVRIER, docteur en droit, rédacteur principal à l'administration générale de l'Assistance publique, rue Lacépède, 22, V<sup>e</sup>.  
 CHENU (CHARLES), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, rue de Madrid, 24, VIII<sup>e</sup>.  
 CHERRIER, notaire honoraire, rue d'Aumale, 22, IX<sup>e</sup>.  
 CLAPPIER (ÉTIENNE), avoué près la Cour d'appel, boulevard Saint-Germain, 141, VII<sup>e</sup>.  
 COLIN (LE D<sup>r</sup> HENRI), médecin en chef de l'asile de Villejuif, rue Vauquelin, 26, V<sup>e</sup>.  
 COMBES (JACQUES), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 101, VI<sup>e</sup>.  
 CORNEILLE (LOUIS), maître des requêtes au Conseil d'État, rue Taitbout, 66, IX<sup>e</sup>.  
 CORNUDET (LE VICOMTE JOSEPH), député, avenue Henri-Martin, 115, XVI<sup>e</sup>.  
 CORNY (CHRISTIAN DE), avocat à la Cour d'appel, rue de Poitiers, 9, VII<sup>e</sup>.  
 COULON (HENRI), avocat à la Cour d'appel, rue de Châteaudun, 37, IX<sup>e</sup>.

MM.

- COURCY (LE CAPITAINE DE), docteur en droit, avenue de La Bourdonnais, 50, VII<sup>e</sup>.  
 COUTAUD-DELPECH, avocat à la Cour d'appel, rue Théodule-Ribot, 10.  
 CRÉMIEUX (EUGÈNE), avocat à la Cour d'appel, place des États-Unis, 17, XVI<sup>e</sup>.  
 CRETIN, contrôleur général de l'armée, avenue Duquesne, 32, VII<sup>e</sup>.  
 CROS-MAYREVIEILLE (FERNAND), docteur en droit, rédacteur au ministère de la Justice, avenue Elisée-Reclus, 31, VII<sup>e</sup>.  
 CRUPPI (JEAN), député, ancien avocat général près la Cour de cassation, ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, des Affaires étrangères, de la Justice, rue de l'Université, 80, VII<sup>e</sup>.  
 DABANCOURT, directeur des domaines en retraite, trésorier de la Société de patronage des jeunes adultes, avenue de Ségur, 15, VII<sup>e</sup>.  
 DAGOURY (LOUIS), substitut du procureur général près la Cour d'appel, rue Visconti, 21, VI<sup>e</sup>.  
 DAGUIN (FERNAND), avocat à la Cour d'appel, rue de l'Université, 29, VII<sup>e</sup>.  
 DEHOUE (GUSTAVE), avocat à la Cour d'appel, avenue Victoria, 22, IV<sup>e</sup>.  
 S P. DELAIRE (ALEXIS), ancien élève de l'École polytechnique, secrétaire général de la Société d'Économie sociale, rue de Seine, 54, VI<sup>e</sup>.  
 DELEGORGUE (ALBERT), conseiller à la Cour d'appel, rue de Prony, 47, XVII<sup>e</sup>.  
 DELZONS (LOUIS), avocat à la Cour d'appel, rue de l'Université, 70, VII<sup>e</sup>.  
 DELVINCOURT, avocat à la Cour d'appel, rue de l'Abbé-Groult, 83, XV<sup>e</sup>.  
 DEMOMBYNES (GABRIEL), avocat à la Cour d'appel, boulevard de Montparnasse, 25, VI<sup>e</sup>.  
 DEVIN (LÉON), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, rue de la Bienfaisance, 17, VIII<sup>e</sup>.  
 DISLÈRE (PAUL), membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, président de section honoraire au Conseil d'État, président du Conseil d'administration de l'École coloniale, avenue de l'Opéra, 10, I<sup>er</sup>.  
 DITTE (HENRI), conseiller à la Cour de cassation, ancien président du tribunal civil de la Seine, rue d'Assas, 90, VI<sup>e</sup>.  
 DREYFUS (FERDINAND-), sénateur, avocat à la Cour d'appel, vice-président du Conseil supérieur des prisons, avenue de Villiers, 98, XVII<sup>e</sup>.  
 DREYFUS (RENÉ), avocat à la Cour d'appel, rue Octave-Feuillet, 31, XVI<sup>e</sup>.  
 DRIOUX (JOSEPH), juge d'instruction au tribunal de la Seine, rue du Regard, 3, VI<sup>e</sup>.  
 DUBOIS (GEORGES), ancien magistrat, chef du contentieux de la Compagnie d'Orléans, place des Ternes, 9, XVII<sup>e</sup>.  
 DUBOST, conseiller à la Cour d'appel, rue d'Anjou, 7, VIII<sup>e</sup>.  
 DU BUIT (HENRI), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, rue de Clichy, 47, IX<sup>e</sup>.  
 DUFFAU-LAGARROSSE (LÉOPOLD), professeur à la Faculté de droit de l'Institut catholique, rue Brézin, 13, XIV<sup>e</sup>.  
 DUFLOS, ancien directeur de l'Administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur, conseiller maître à la Cour des comptes, rue Jouffroy, 81, XVI<sup>e</sup>.  
 DULUD (JACQUES), avoué de première instance, place Louvois, 4, II<sup>e</sup>.  
 ESCARRA (JEAN), docteur en droit, boulevard Lannes, 51, XVII<sup>e</sup>.  
 FAIVRE (Dr PAUL), inspecteur général des services administratifs du ministère de l'Intérieur, square du Croisic, 2 bis, XV<sup>e</sup>.  
 FAY (LE DOCTEUR H. M.), lauréat de l'Académie de médecine et de l'Institut, rue de Thann, 11 bis, place Malesherbes, XVII<sup>e</sup>.  
 FEUILLOLEY, conseiller à la Cour de cassation, rue François-I<sup>er</sup>, 19, VIII<sup>e</sup>.  
 FINK (VICTOR), rue du Sommerard, 5, V<sup>e</sup>, et à Balta (Podolie).

MM.

- FLANDIN (ÉTIENNE), sénateur, boulevard Malesherbes, 96, XVII<sup>e</sup>.  
 FLEUR (ROBERT-LÉVY), avocat à la Cour d'appel, avenue Henri-Martin, 51, XVI<sup>e</sup>.  
 FOLLEVILLE DE BIMOREL (DANIEL DE), député, conseiller général, doyen honoraire de la Faculté de droit de Douai, avocat à la Cour d'appel de Paris, rue Clauzel, 22, IX<sup>e</sup>.  
 FOURÈS (LOUIS), avocat à la Cour d'appel, rue d'Ouessant, 10, XV<sup>e</sup>.  
 FRANQUEVILLE (BERNARD DE), avocat à la Cour d'appel, rue Barbet-de-Jouy, 27, VII<sup>e</sup>.  
 FRÈREJOUAN DU SAINT (GEORGES), ancien magistrat, rédacteur en chef du *Répertoire général du droit français*, rue du Bac, 92, VII<sup>e</sup>.  
 GAILLARD (JEAN), avocat à la Cour d'appel, rue Solférino, 4, VII<sup>e</sup>.  
 GALLET (AIMÉ), rue Notre-Dame-des-Champs, 54, VI<sup>e</sup>.  
 GARÇON (ÉMILE), professeur à la Faculté de droit, rue Denfert-Rochereau, 38 bis, V<sup>e</sup>.  
 GASTAMBIDE (MAURICE), professeur agrégé des Facultés de droit, rue Beaujon, 42, VIII<sup>e</sup>.  
 GIGOT (ALBERT), ancien préfet de Police, rue de la Tour, 83, XVI<sup>e</sup>.  
 GOLSCHMIDT (PAUL), docteur en droit, avenue du Bois-de-Boulogne, 55, XVI<sup>e</sup>.  
 GOMOT (HIPPOLYTE), sénateur, ancien ministre de l'Agriculture, rue des Saints-Pères, 10, VII<sup>e</sup>.  
 GOUPIL (PAUL-LOUIS), docteur en droit, boulevard Saint-Michel, 69, V<sup>e</sup>.  
 GOUZY (GEORGES), avocat à la Cour d'appel, rue Franklin, 25, XVI<sup>e</sup>.  
 GRANDJEAN (GUSTAVE), substitut du procureur de la République, rue Soufflot, 16, V<sup>e</sup>.  
 GRANIER (CAMILLE), président du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'Intérieur, rue Boileau, 47, XVI<sup>e</sup>.  
 GRANIER (JEAN), avenue Elisée-Reclus, 33, VII<sup>e</sup>.  
 GRAS, administrateur du Sauvetage de l'enfance, rue La Boétie, 41, VIII<sup>e</sup>.  
 GRIMANELLI (P.), directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, membre du Conseil supérieur des prisons, rue du Four, 25, VI<sup>e</sup>.  
 GRIOLET (GASTON), maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, administrateur de la Compagnie du chemin de fer du Nord, avenue Henri-Martin, 97, XVI<sup>e</sup>.  
 GRIPON (RAOUL), rue de Madrid, 22, VIII<sup>e</sup>.  
 GROSJEAN (GEORGES), ancien député, avenue Victor-Hugo, 23, XVI<sup>e</sup>.  
 GUENEAU (ROGER), avocat à la Cour d'appel, cours de Vincennes, 108, XII<sup>e</sup>.  
 GUILLOT (PAUL), avocat à la Cour d'appel, rue Frédéric-Bastiat, 5, VIII<sup>e</sup>.  
 GUYHO (CORENTIN), ancien député, avocat général à la Cour d'appel, avenue de l'Alma, 27, VIII<sup>e</sup>.  
 GUYOT (PAUL), docteur en droit, boulevard Saint-Germain, 14, V<sup>e</sup>.  
 HAMARD, directeur de la brigade des recherches, quai des Orfèvres, 36, I<sup>er</sup>.  
 HAUSSONVILLE (LE COMTE D'), de l'Académie française, ancien membre du Conseil supérieur des prisons, rue Constantin, 5, VII<sup>e</sup>.  
 HÉBERT (L'ABBÉ), boulevard Haussmann, 179, VIII<sup>e</sup>.  
 HERBETTE, conseiller d'État, rue Fortuny, 17, XVII<sup>e</sup>.  
 HERMANCE (EDMOND), docteur en droit, professeur de droit commercial à l'École supérieure de commerce et à l'Institut commercial, avocat à la Cour d'appel, rue d'Assas, 90, VI<sup>e</sup>.  
 HESSE (RAYMOND), avocat à la Cour d'appel, place des Ternes, 9, XVII<sup>e</sup>.  
 HEUCQUEVILLE (CHARLES VIGNERON D'), juge suppléant au tribunal de la Seine, rue Bassano, 37, VIII<sup>e</sup>.



## MM.

- HONNORAT (GEORGES), chef de la première division à la préfecture de Police, quai du Marché-Neuf, IV<sup>e</sup>.
- HONNORAT (MARC), sous-chef de bureau à la préfecture de Police, rue Edme-Guillout, 7, XV<sup>e</sup>.
- S. P. HYDE (JAMES H.), rue Adolphe-Yvon, 18, XVI<sup>e</sup>.
- JACOMET (LIEUTENANT), docteur en droit, attaché à la section historique de l'état-major de l'armée, avenue de Saxe, 33, VII<sup>e</sup>.
- JOLY (HENRI), membre de l'Institut, doyen honoraire de Faculté, rue Boissonnade prolongée, 3, XIV<sup>e</sup>.
- JOIN-LAMBERT (ARTHUR), ancien auditeur au Conseil d'État, membre du Conseil général de l'Eure, avenue des Champs-Élysées, 144, VIII<sup>e</sup>, et Château de Livet, par Pont-Authou (Eure).
- JOUARRE, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, rue de Talleyrand, 7, XVI<sup>e</sup>.
- JUBERT (RAYMOND), avocat à la Cour d'appel, rue de Verneuil, 7, VII<sup>e</sup>.
- JULHIET (ÉDOUARD), ingénieur, rue de Lille, 95, VII<sup>e</sup>.
- JULLIEN (CAPITAINE RENÉ), rapporteur au 2<sup>e</sup> Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, rue de la Pompe, 4, XVI<sup>e</sup>.
- JUST (Claude), directeur de l'Administration pénitentiaire au ministère de la Justice, rue Cambacérés, 13, VIII<sup>e</sup>, et rue José-Maria-de-Heredia, 18.
- KAHN (PAUL), avocat à la Cour d'appel, boulevard Voltaire, 232, XI<sup>e</sup>.
- KAHN (RENÉ), rue Bleue, 16, IX<sup>e</sup>.
- KLEINE (MARCEL), avocat à la Cour d'appel, rue Crébillon, 8, VI<sup>e</sup>.
- LABORI (FERNAND), bâtonnier de l'ordre des avocats, à la Cour d'appel, rue Pigalle, 12, IX<sup>e</sup>.
- LACOIN (FÉLIX), avocat à la Cour d'appel, rue du Pré-aux-Clercs, 6, VII<sup>e</sup> et villa Honzac, près Bayonne (Basses-Pyrénées).
- LACOSTE (GEORGES DE), avocat à la Cour d'appel, rond-point Bugeaud, 5, XVI<sup>e</sup>.
- LALAIN-CHOMEL (DE), conseiller à la Cour d'appel, rue de l'Université, 5, VII<sup>e</sup>.
- LALOU, ancien président du Conseil des inspecteurs généraux des prisons, ancien membre du Conseil supérieur des prisons, rue de Miromesnil, 95, VIII<sup>e</sup>.
- LALOU (GEORGES), avocat à la Cour d'appel, boulevard Saint-Michel, 6, VI<sup>e</sup>.
- LALOU (HENRI), licencié ès lettres, docteur en droit, professeur à la Faculté libre de droit, avocat à la Cour d'appel, rue Danton, 10, VI<sup>e</sup>.
- LA LOYÈRE (LE VICOMTE ARMAND DE), gouverneur honoraire des Colonies, avenue de Wagram, 129, XVII<sup>e</sup>.
- LANQUEST (LOUIS), notaire honoraire, boulevard Haussmann, 94, VIII<sup>e</sup>.
- S. P. LANZAC DE LABORIE (STÉPHEN DE), docteur en droit, rédacteur en chef de Codes annotés à la *Jurisprudence générale de Dalloz*, rue de Bourgogne, 19, VII<sup>e</sup>.
- LAS CASES (COMTE E. DE), sénateur, avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou, 61, VIII<sup>e</sup>.
- LÉAL (Numa), avocat à la Cour d'appel, boulevard Arago, 17, XIII<sup>e</sup>.
- LEBRET (ROBERT), avocat à la Cour d'appel, avenue Marceau, 2, VIII<sup>e</sup>.
- LEDUC (ÉTIENNE), avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Dominique, 6, VII<sup>e</sup>.
- LE FRANÇOIS, procureur général, chef du service judiciaire de la Martinique, avenue de Versailles, 106, XVI<sup>e</sup>.
- LEGRAS (LE D<sup>r</sup> A.), médecin en chef de l'Infirmierie spéciale du Dépôt, rue des Petits-Hôtels, 34, X<sup>e</sup>.
- LELOIR (GEORGES), conseiller à la Cour d'appel, rue de Vaugirard, 185, XV<sup>e</sup>.
- LEMERCIER (JOSEPH), juge au Tribunal de la Seine, rue de Lille, 75, VII<sup>e</sup>.

## MM.

- LÉNARD (JOSEPH), conseiller à la Cour de cassation, boulevard Montparnasse, 133, VI<sup>e</sup>.
- LE PELLETIER (Fernand), professeur à la Faculté libre de droit de l'Institut catholique, rue de l'Odéon, 5, VI<sup>e</sup>.
- LE POITTEVIN (ALFRED), professeur à la Faculté de droit, square du Croisic, 2, XV<sup>e</sup>.
- LEREDU (GEORGES), avocat à la Cour d'appel, rue de Paradis, 42, X<sup>e</sup>, et à « la Source », à Franconville (S.-et-O.).
- LEROUGE (ALBERT), président du syndicat des loueurs et marchands de futailles, quai de la Gare, 115, XIII<sup>e</sup>.
- LEROY (AIMÉ), vice-consul de France, adjoint au secrétariat permanent de la Commission de La Haye, rue Le Sueur, 16, XVI<sup>e</sup>.
- LÉVY (ALFRED), grand rabbin de France, rue Taitbout, 58, IX<sup>e</sup>.
- LÉVY (LE RABBIN RAPHAEL), aumônier général des hôpitaux et prisons de la Seine, place des Vosges, 14, IV<sup>e</sup>.
- LÉW, premier président honoraire de la Cour de cassation, boulevard Saint-Germain, 262, VII<sup>e</sup>.
- LOHSE (FÉLIX), avocat à la Cour d'appel, rue Chardon-Lagache, 28, XVI<sup>e</sup>.
- LORTAT-JACOB, avoué honoraire, rue Royale, 22, VIII<sup>e</sup>.
- LOUCHE DESFONTAINES, avocat à la Cour d'appel, rue Washington, 31, VIII<sup>e</sup>, et 34, rue Louis-Millet, à Avranches (Manche).
- LUPEL (DE), avocat à la Cour d'appel, rue de Lisbonne, 26, VIII<sup>e</sup>.
- LYON-CAEN (CHARLES), membre de l'Institut, doyen honoraire de la Faculté de droit, rue Soufflot, 13, V<sup>e</sup>.
- MABIRE (HENRI), juge au tribunal de la Seine, rue Vital, 27, XVI<sup>e</sup>.
- MAESTRACCI (HENRY), substitut du procureur de la République, boulevard Montparnasse, 40, XIV<sup>e</sup>.
- MAHMMASSANI (MOHAMED), rue Cardinal-Lemoine, 59, V<sup>e</sup>.
- MAILLET, conseiller à la Cour de cassation, rue Singer, 24 ter, XVI<sup>e</sup>.
- MALLEIN (VICTOR), conseiller à la Cour de cassation, rue Pierre-Curie, 22, V<sup>e</sup>.
- MALLET (ERNEST), du Patronage des libérés protestants, rue d'Anjou, 37, VIII<sup>e</sup>.
- MAKINO (E.), professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo, maison universitaire, rue de Vouillé, 32, XV<sup>e</sup>.
- MALVY (LOUIS), député, ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, avenue de l'Observatoire, 23, VI<sup>e</sup>.
- MARCET (CAPITAINE), rapporteur au premier Conseil de guerre du Gouvernement de Paris, boulevard Pasteur, 57, XV<sup>e</sup>.
- MARCHAND (GEORGES-FÉLIX), avocat à la Cour d'appel, rue de Miromesnil, 66, VIII<sup>e</sup>.
- MARTIN (ALBERT), avocat à la Cour d'appel, rue Lincoln, 8, VIII<sup>e</sup>.
- MATTER (ÉTIENNE), ingénieur des Arts et Manufactures, agent général de la Société de patronage des prisonniers libérés protestants, rue de Vaugirard, 55, VI<sup>e</sup>.
- MAXWELL (JOSEPH), substitut du procureur général près la Cour d'appel, rue Villaret-de-Joyeuse, 6, XVII<sup>e</sup>.
- MAYER (SALOMON), conseiller du Gouvernement d'Autriche, rue Rougemont, 17, IX<sup>e</sup>.
- MAYNIEL, conseiller d'État, rue de Berri, 42, XII<sup>e</sup>.
- MERCIER (PIERRE), avocat à la Cour d'appel, rue Washington, 45, VIII<sup>e</sup>.
- MERCIER (VICTOR), conseiller à la Cour de cassation, rue Miromesnil, 77, VIII<sup>e</sup>.
- MERVEILLEUX DU VIGNAUX, ancien premier avocat général, ancien député, doyen honoraire de la Faculté libre de droit, cité Vaneau, 5, VII<sup>e</sup>.

MM.

- MICHON (ÉMILE), avocat à la Cour d'appel, rue Lagarde, 5, V<sup>e</sup>.  
 MIRABAUD (M<sup>me</sup> ALBERT), avenue de Villiers, 44, XVII<sup>e</sup>.  
 MONTALIVET (LE COMTE DE), avenue Montaigne, 53, VIII<sup>e</sup>.  
 MONTEIL (JEAN), docteur en droit, rédacteur à l'administration générale de l'Assistance publique, à l'hôpital Beaujon, rue du Faubourg-Saint-Honoré.  
 MOREL D'ARLEUX (CHARLES), notaire honoraire, avenue de l'Opéra, 13, I<sup>er</sup>.  
 MORIZOT-THIBAUT, membre de l'Institut, conseiller à la Cour d'appel, rue de la Tour, 79, XVI<sup>e</sup>.  
 MUTEAU (ALFRED), député, ancien président de la Société internationale pour l'étude des questions d'Assistance, rue Lincoln, 3, VIII<sup>e</sup>.  
 NAST (ALBERT), docteur en droit, externe des hôpitaux, rue de Rennes, 142, VI<sup>e</sup>.  
 NATAN-LARRIER (PIERRE), avocat à la Cour d'appel, rue de Rome, 69, VIII<sup>e</sup>.  
 NEUFVILLE (BARON GÉRARD DE), avenue Bugeaud, 22, XVI<sup>e</sup>.  
 NOLENT, avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 126, VI<sup>e</sup>.  
 NOURRISSON (PAUL), avocat à la Cour d'appel, rue Saint-Guillaume, 19, VII<sup>e</sup>.  
 OFFICE CENTRAL DES ŒUVRES DE BIENFAISANCE, boulevard Saint-Germain, 175, VI<sup>e</sup>.  
 OGIER (ÉMILE), conseiller d'État, directeur du contrôle et de la comptabilité au Ministère de l'Intérieur, rue Ballu, 36, IX<sup>e</sup>.  
 OSTER (M<sup>me</sup>), secrétaire du Patronage des détenues et libérées, rue de Tournon, 12, VI<sup>e</sup>.  
 PAGÈS (ÉMILE), chef de bureau honoraire au Ministère des Finances, rue de Bourgogne, 54, VII<sup>e</sup>.  
 PASSEZ (ERNEST), ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 122, VIII<sup>e</sup>.  
 PAUL (LE D<sup>r</sup> CHARLES), médecin-expert des tribunaux, rue Bara, 4, VI<sup>e</sup>.  
 PAUL-BONCOUR (LE D<sup>r</sup> GEORGES), médecin de la Préfecture de la Seine, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 164, VIII<sup>e</sup>.  
 PÉAN (GASTON), chef de cabinet du Garde des Sceaux, rue Villaret-de-Joyeuse, 11, XVII<sup>e</sup>.  
 PETIT (MAURICE), collaborateur du patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, rue Legraverend, 5, XII<sup>e</sup>.  
 PICOT (ROBERT-GEORGES-), avocat à la Cour d'appel, rue Ampère, 37, XVII<sup>e</sup>.  
 PIÉGAY (ÉDOUARD), ancien conseiller de préfecture, rue Notre-Dame-de-Lorette, 42, IX<sup>e</sup>.  
 PIERRE (GUSTAVE), licencié en droit, rue de Chantilly, 6, IX<sup>e</sup>.  
 PINEAU (GASTON), avoué honoraire, rue de Courcelles, 62, VIII<sup>e</sup>.  
 PLANTEAU (ÉMILE), président de chambre à la Cour d'appel, rue Claude-Bernard, 63, V<sup>e</sup>.  
 POMEREU D'ALIGRE (LE VICOMTE DE), rue de Bourgogne, 48, VII<sup>e</sup>.  
 POTIER (GEORGES), conseiller à la Cour de cassation, place Delaborde, 12 bis, VIII<sup>e</sup>.  
 POUX-FRANKLIN, conseiller honoraire à la Cour de cassation, rue Montalivet, 16, VIII<sup>e</sup>.  
 PRÉVOST (EUGÈNE), avocat à la Cour d'appel, rue des Saints-Pères, 10, VII<sup>e</sup>.  
 PRIEUR (LÉON), avocat à la Cour d'appel, rue de Bourgogne, 23, VII<sup>e</sup>.  
 RAIGA (JACQUES), avocat à la Cour d'appel, rue Vavin, 6, VI<sup>e</sup>.  
 RAMEL (LE COMTE FERNAND DE), député, ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue de Bourgogne, 23, VII<sup>e</sup>.  
 RAPOPORT (JEAN-S.), avocat à la Cour d'appel, rue de Châteaudun, 2, IX<sup>e</sup>.

MM.

- REINACH (JOSEPH), avocat à la Cour d'appel, député des Basses-Alpes, avenue Van-Dyck, 6, VIII<sup>e</sup>.  
 RÉMOND (PAUL), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, rue de Miromesnil, 65, VIII<sup>e</sup>.  
 REYNAUD, conseiller d'État, rue de Miromesnil, 86, VIII<sup>e</sup>.  
 REYNAUD (PAUL), avocat à la Cour d'appel, rue Brémontiers, 8, XVII<sup>e</sup>.  
 RIBOT (ALEXANDRE), de l'Académie française, sénateur, ancien président du Conseil, rue de Tournon, 6, VI<sup>e</sup>.  
 RIVIÈRE (ALBERT), ancien magistrat, rue d'Amsterdam, 52, IX<sup>e</sup>.  
 RIVIÈRE (LOUIS), ancien président de la Société d'Économie sociale, rue Jouffroy, 91, XVII<sup>e</sup>.  
 ROBERT (HENRI), avocat à la Cour d'appel, boulevard Pereire, 98, XVII<sup>e</sup>.  
 RONDEL (GEORGES), inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, boulevard Murat, 161, XVI<sup>e</sup>.  
 ROUAST (ANDRÉ), docteur en droit, rue Claude-Bernard, 55, V<sup>e</sup>.  
 ROUBINOVITCH (LE D<sup>r</sup> JACQUES), médecin de l'hospice de Bicêtre, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, rue du Faubourg-Poissonnière, 115, IX<sup>e</sup>.  
 ROUSSELLE (ÉDOUARD), trésorier de l'Union des Sociétés de patronage, rue du Bac, 99, VII<sup>e</sup>.  
 ROUSSET (RAOUL), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, boulevard Malesherbes, 52, VIII<sup>e</sup>.  
 ROUX (JULES), capitaine d'artillerie coloniale, docteur en droit, substitut du commissaire du gouvernement près le 1<sup>er</sup> conseil de guerre du gouvernement de Paris, rue d'Odessa, 7, XIV<sup>e</sup>.  
 ROY (FERNAND), vice-président de la Société de patronage des libérés protestants, place Malesherbes, 24, XVII<sup>e</sup>, et rue des Jeûneurs, 28.  
 SABATIER (MAURICE), de l'Institut, ancien président de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue de Grenelle, 48, VII<sup>e</sup>.  
 SABOT (HENRI), notaire, rue Biot, 6, XVII<sup>e</sup>.  
 SADOUL (JACQUES), avocat à la Cour d'appel, rue Lagrange, 3, V<sup>e</sup>.  
 SAILLARD (PAUL), avocat à la Cour d'appel, rue Dupont-des-Loges, 12, VII<sup>e</sup>.  
 SAINT-PAUL (GEORGES DE), conseiller d'État, place des États-Unis, 8, XVI<sup>e</sup>.  
 SAINT-POL-LIAS (LIEUTENANT DE), substitut près le 1<sup>er</sup> conseil de guerre du gouvernement de Paris, boulevard Delessert, 23, XVI<sup>e</sup>.  
 SALFATI (ANDRÉ), avocat à la Cour d'appel, rue Ampère, 21, XVII<sup>e</sup>.  
 SAMAMA (NISSIM), avocat à la Cour d'appel, rue de Berri, 12, VIII<sup>e</sup>.  
 SAUTERAUD (MARCEL), substitut du procureur de la République, avenue Mozart, 72, XVI<sup>e</sup>.  
 SAUVARD (HENRI), avocat à la Cour d'appel, rue de Vaugirard, 68, VI<sup>e</sup>.  
 SCHLESSINGER (B.), éditeur, délégué du patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, rue de Vaugirard, 53, VI<sup>e</sup>.  
 SCHLUMBERGER (M<sup>me</sup> PAUL DE), présidente du Patronage des détenues et des libérées, rue Pierre-Charron, 14, XVI<sup>e</sup>.  
 SELIGMAN (EDMOND), avocat à la Cour d'appel, avenue Montaigne, 5, VIII<sup>e</sup>.  
 SEYNES (LE D<sup>r</sup> JULES DE), rue de Chanaleilles, 15, VII<sup>e</sup>.  
 SIESSE (GUSTAVE), licencié en droit, rue de Chantilly, 6, IX<sup>e</sup>.  
 SIMON (MARCEL), conseiller à la Cour d'appel, avenue Montaigne, 57, VIII<sup>e</sup>.  
 SIMON (RENÉ), avocat à la Cour d'appel, quai de la Mégisserie, 14, I<sup>er</sup>.  
 SPACH (GUSTAVE), avocat à la Cour d'appel, rue Turbigo, 66, III<sup>e</sup>.  
 STRAUSS (PAUL), sénateur, avenue de Wagram, 76, XVII<sup>e</sup>.

MM.

- TARDE (ALFRED DE), auditeur au Conseil d'État, avenue de Tourville, 6, VII<sup>e</sup>.  
 TELLIER (GEORGES), président de chambre honoraire à la Cour de Douai, boulevard Malesherbes, 184, XVII<sup>e</sup>.  
 TEUTSCH (M<sup>me</sup> SIMON), fondatrice de l'Œuvre du Souvenir, place Saint-Georges, 30, IX<sup>e</sup>.  
 TEUTSCH (JACQUES), licencié ès lettres, rue de la Pompe, 149, XVI<sup>e</sup>.  
 THIBAUT (FABIEN), ancien directeur des Douanes, avocat à la Cour d'appel, rue Pierre-Curie, 22, V<sup>e</sup>.  
 THULIÉ (LE D<sup>r</sup> HENRI), membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, boulevard Beauséjour, 37, XVI<sup>e</sup>.  
 THUREAU, conseiller honoraire à la Cour d'appel, rue Garancière, 11, VI<sup>e</sup>.  
 TISSIER (ALBERT), professeur à la Faculté de droit, rue du Ranelagh, 84, XVI<sup>e</sup>.  
 TOCQÛEVILLE (COMTE DE), rue de Chanaleilles, 4, VII<sup>e</sup>.  
 TOLLU (PAUL), notaire honoraire, rue de Lisbonne, 33, VIII<sup>e</sup>.  
 TONEYRAS (LE D<sup>r</sup>), rédacteur au Ministère de l'Intérieur (direction de l'assistance et de l'hygiène publique), rue Racine, 17, VI<sup>e</sup>.  
 TOURNOUER (HENRI), secrétaire d'ambassade honoraire, conseiller général de l'Orne, boulevard Raspail, 5, VII<sup>e</sup>.  
 TOZZA (EUGÈNE), docteur en droit, licencié ès lettres, à la Cour d'appel, avocat rue des Écoles, 24, VI<sup>e</sup>.  
 TURCAS, conseiller à la Cour d'appel, rue La Bruyère, 36, IX<sup>e</sup>.  
 UNION FRANÇAISE POUR LE SAUVETAGE DE L'ENFANCE (M. le directeur de l'), rue de Richelieu, 108, II<sup>e</sup>.  
 VALLET, commissaire de police, chef de la brigade mobile, quai des Orfèvres, 36, I<sup>er</sup>.  
 VALLET (ERNEST), conseiller honoraire à la Cour d'Angers, secrétaire général de la Société générale pour le patronage des libérés, boulevard Malesherbes, 153, XVII<sup>e</sup>.  
 VALLON (LE D<sup>r</sup>), médecin de l'asile Sainte-Anne, rue Soufflot, 15, V<sup>e</sup>.  
 VARIN, avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 140, VIII<sup>e</sup>.  
 VERRIOS (STAVRAKIS J.), docteur en droit, rue des Écoles, 33, V<sup>e</sup>.  
 VESNITCH (MILENKO R.), ministre de Serbie, rue Léonce-Reynaud, 7, XVI<sup>e</sup>.  
 VIOLETT (PAUL), membre de l'Institut, bibliothécaire de la Faculté de droit de Paris, professeur à l'École des Chartres, rue Cujas, 5, V<sup>e</sup>.  
 VLASSOW (NICOLAS DE), attaché au ministère des Affaires étrangères de Russie, avenue Bosquet, 14 *ter*, VII<sup>e</sup>.  
 VOGÜÉ (COMTE FÉLIX DE), avocat à la Cour d'appel, rue de Las Cases, 7, VII<sup>e</sup>.  
 VOISIN (FÉLIX), membre de l'Institut, conseiller honoraire à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur des prisons, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, ancien député, rue de Milan, 11 *bis*, IX<sup>e</sup>.  
 WEILL (MAURICE), avocat à la Cour d'appel, rue du Colonel-Moll, 20, XVII<sup>e</sup>.  
 WINTER (MAXIMILIEN), avocat à la Cour d'appel, avenue d'Iéna, 66, XVI<sup>e</sup>.  
 YVERNÈS (MAURICE), chef du bureau de la statistique au Ministère de la Justice, rue Cambon, 36, I<sup>er</sup>, et rue Lemercier, 85, XVII<sup>e</sup>.

## DÉPARTEMENTS

## AISNE

MM.

- BERTHAULT, vice-président honoraire du Tribunal civil, rue du Cloître, 4, à Laon.  
 CAMUS (E.), avocat, rue du Parvis, 9, à Laon.

## ALPES-MARITIMES

- DORMAND, premier président honoraire de la Cour de Toulouse, villa Louise, avenue Saint-Lambert, à Nice.  
 LE NORMANT (RENÉ), docteur en droit, substitut du procureur de la République, rue Rossini, 31, à Nice.

## ARDENNES

- SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES LIBÉRÉS (M. le président du tribunal), à Vouziers.

## AUBE

- BLONDEAU, directeur de la maison centrale et de la circonscription pénitentiaire, à Clairvaux.  
 DECANTE (RENÉ), président du tribunal civil, à Bar-sur-Aube.  
 KAHN (LOUIS), procureur de la République, à Arcis-sur-Aube.

## BELFORT (TERRITOIRE DE)

- ROUX (ROGER), substitut du procureur de la République, rue Scheurer-Kestner, 21, à Belfort.

## BOUCHES-DU-RHÔNE

- BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE, à Aix.  
 BOSCH (André), docteur en droit, à Marseille.  
 BOSCH (HENRI), avocat, docteur en droit, rue Sylvabelle, 86, à Marseille.  
 CONTE (LÉONCE), juge au Tribunal civil, président de la Société de patronage des libérés, rue Paradis, 131, à Marseille.  
 GALLONI D'ISTRIA (LE CAPITAINE), docteur en droit, rapporteur au conseil de guerre du 15<sup>e</sup> corps d'armée, à Marseille.  
 HAYEM (HENRI), chargé de cours à la Faculté de droit, à Aix.  
 JAUFFRET (WULFRAN), avocat, secrétaire général du Comité de défense, rue Haxo, 22, à Marseille.  
 L'ŒUVRE DES PRISONS (M. L'ORDONNATEUR DE), rue des Épinaux, 6, à Aix.  
 RAMPAL (AUGUSTE), avocat, rue Grignan, 32, à Marseille.  
 SCHRAMECK, ancien directeur de l'Administration pénitentiaire, préfet des Bouches-du-Rhône, à Marseille.  
 VIDAL-NAQUET (ALBERT), avocat-avoué, juge suppléant au Tribunal civil, rue Montgrand, 70, à Marseille.

## CALVADOS

- BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE, rue de la Chaîne, à Caen.  
 BERLET (ADOLPHE), président du tribunal civil, à Bayeux.  
 DEGOIS (CLOVIS), professeur à la Faculté de droit, place Saint-Martin, 5, à Caen.

## MM.

ESNAULT (HENRI), juge au tribunal civil, à Caen.  
 FABRY (AUGUSTE), premier président de la Cour d'appel, à Caen.  
 LARUE (EUGÈNE), directeur de la maison centrale et de la circonscription pénitentiaire de Beaulieu, à Caen.

**CANTAL**

HÉLITAS (MAURICE), préfet du Cantal, à Aurillac.

**CHARENTE**

NARRAT (GEORGES), docteur en droit, substitut du procureur de la République, à Angoulême.

**CORRÈZE**

FRUSTIN, capitaine de gendarmerie, à Tulle.

**COTE-D'OR**

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DE DROIT, à Dijon.  
 BRAY (JOSEPH), juge, à Dijon.  
 DESSERTAUX (MARC), chargé de cours à la Faculté de droit, à Dijon.  
 GAUDEMET (EUGÈNE), professeur à la Faculté de droit, à Dijon.  
 GODEFROY (ROBERT), avocat général à la Cour d'appel, place Darcy, 25, à Dijon.  
 LANGERON (OLIVIER), avocat à la Cour d'appel, rue Chabot-Charny, 79, à Dijon.  
 NACHAT (HASSAN), ancien membre du Parquet égyptien, avocat honoraire aux cours égyptiennes, rue des Fleurs, 11, à Dijon.  
 ROUX (JEAN-ANDRÉ), professeur à la Faculté de droit, boulevard de Brosses, 34, à Dijon.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES LIBÉRÉS, rue Berbisey, 21, à Dijon.

**DOUBS**

CHIPON (MAURICE), avocat à la Cour d'appel, rue de la Préfecture, 23, à Besançon.  
 DUFAY (LE CAPITAIN), licencié en droit, rapporteur près le conseil de guerre du 7<sup>e</sup> corps d'armée, à Besançon.

**DROME**

BOULLU (Marius), juge au tribunal civil, avenue Gambetta, 51, à Valence.  
 CALON (PAUL), docteur en droit, juge au tribunal civil, à Nyons.  
 CHALAMET (HENRY), avocat, maire de Valence.

**EURE-ET-LOIR**

MATILLON (ROGER), docteur en droit, substitut du procureur de la République, à Dreux.  
 MOUCEAU (BARATHON DU), procureur de la République, à Chartres.

**FINISTÈRE**

BROUARD (ÉMILE), docteur en droit, substitut du procureur de la République, à Quimper.  
 PINOT (ÉMILE), substitut du procureur de la République, à Quimper.

**GARD**

## MM.

DUFOUR, contrôleur à la maison centrale, à Nîmes.  
 MARQUET (RAOUL), directeur de la maison centrale et de la circonscription pénitentiaire, à Nîmes.  
 SILLOL (ALFRED), ancien sénateur, avenue Feuchère, 16, à Nîmes.

**GARONNE (HAUTE-)**

BIBLIOTHÈQUE DE LA COUR D'APPEL, à Toulouse.  
 BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE, rue de l'Université, 2, à Toulouse.  
 COUMOUI (JULES), conseiller à la Cour d'appel, rue des Fleurs, 13, à Toulouse.  
 DARROUY, directeur honoraire des établissements pénitentiaires, à Martres-Tolosane.  
 FONFRÈDE (ALBERT), procureur général près la Cour d'appel, place des Carmes, 40, à Toulouse.  
 MAGNOL (JOSEPH), professeur à la Faculté de droit, rue Saint-Bernard, 16, à Toulouse.  
 SIGNOREL (JEAN), substitut du procureur de la République, allées Saint-Michel, 3 à Toulouse.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE ET D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL, rue du Mage, à Toulouse.  
 TOURRATON (ERNEST), président du Tribunal civil, rue Phaaon, 28, à Toulouse.

**GIRONDE**

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE (section de droit), à Bordeaux.  
 LE DIRECTEUR DE LA COLONIE AGRICOLE, à Sainte-Foy.  
 RÔDEL (HENRI), conseiller à la Cour d'appel, secrétaire général de la Société des prisonniers libérés, rue de Condé, 1, à Bordeaux.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES LIBÉRÉS, rue Malbec, 97, à Bordeaux.  
 SOCIÉTÉ POUR L'EXTINCTION DE LA MENDICITÉ, rue Terre-Nègre, à Bordeaux.

**HÉRAULT**

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE de l'Académie (section de droit), à Montpellier.  
 GARNIER (A.), vice-président du tribunal civil, rue Française, 22, à Béziers.  
 DONNEDIEU DE VABRES (HENRI), professeur à la Faculté de droit, à Montpellier.  
 LABORDE, professeur de droit pénal à l'Université, avenue de Lodève, 75, à Montpellier.  
 LAMBERT (CAPITAINE), rapporteur près le conseil de guerre du 16<sup>e</sup> corps d'armée, faubourg Boutonnet, 107, à Montpellier.  
 RICOL (Joseph), professeur à la Faculté de droit, à Montpellier.  
 ROBERT (OCTAVE), directeur de la colonie industrielle d'Aniane.  
 ROUQUET (JEAN), conseiller à la Cour d'appel, rue de l'Aiguillerie, 22, à Montpellier.

**ILLE-ET-VILAINE**

AUBERGÉ (LE LIEUTENANT), substitut du commissaire du gouvernement près le conseil de guerre du 10<sup>e</sup> corps d'armée, rue de Nantes, 106, à Rennes.

## MM.

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, à Rennes.  
 BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE, à Rennes.  
 BOUCHER (LE CAPITAINE PAUL), docteur en droit, substitut du rapporteur au Conseil de guerre du 10<sup>e</sup> corps d'armée, rue de Fougères, à Rennes.  
 CHATEL (JEAN-MARCEL), professeur agrégé à la Faculté de droit, rue Armand-Barbès, 4, à Rennes.  
 CHAUVEAU, professeur à la Faculté de droit, quai Lamennais, 13, à Rennes.  
 FACHOT (ROGER), avocat général à la Cour d'appel, à Rennes.  
 GUIMARD (ALBERT), vice-président du tribunal civil, boulevard de Metz, 26, à Rennes.  
 JARNO, professeur à la Faculté de droit, boulevard de la Tour-d'Auvergne, 3, à Rennes.  
 LEREBOURS-PIGEONNIÈRE (PAUL), professeur à la Faculté de droit, boulevard Sévigné, 25, à Rennes.  
 MORANDIÈRE (LÉON DE LA), professeur agrégé à la Faculté de droit, à Rennes.  
 ROUSSEAU (HENRI), chargé de cours à la Faculté de droit, à Rennes.  
 VIDAL (LE CAPITAINE), docteur en droit, rapporteur au conseil de guerre du 10<sup>e</sup> corps d'armée, rue Pierre-Hévin, 3, à Rennes.

**INDRE-ET-LOIRE**

BRETON (MAURICE), juge au tribunal civil, à Loches.  
 BRUN (PAUL-ÉMILE), directeur honoraire des colonies pénitentiaires, directeur de la colonie de Mettray.  
 GRAVIER (LE CAPITAINE), substitut du commissaire du gouvernement près le conseil de guerre du 9<sup>e</sup> corps d'armée, 1, rue Traversière, à Tours.

**ISÈRE**

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE.  
 CLAP, procureur de la République, rue Villars, 3, à Grenoble.  
 CUCHE (PAUL), professeur à la Faculté de droit, rue Lesdiguières, 3, à Grenoble.  
 ROUGIER (RAPHAEL), professeur à la Faculté de droit, villa du Rondeau, cours Saint-André, 174, à Grenoble.

**LANDES**

NEPVEUR (ROBERT), juge d'instruction au Tribunal civil, à Mont-de-Marsan.  
 LACOIN (FÉLIX), Villa Honzac, par Tarnos.

**LOIRE**

DEPEIGES (JOSEPH), président du tribunal civil, à Saint-Étienne.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES DÉTENUÉS ET LIBÉRÉS (M<sup>me</sup> C. GERIN, secrétaire), rue Michelet, 31, à Saint-Étienne.  
 TOURBIEZ, capitaine d'artillerie coloniale, détaché à la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

**LOIRE-INFÉRIEURE**

CAOUS (PIERRE), substitut du procureur de la République, à Nantes.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS ET DES ENFANTS MALHEUREUX OU COUPABLES, quai Duquesne, 8, à Nantes.

**LOIRET**

## MM.

JOUSSELIN (LOUIS), conseiller à la Cour d'appel, rue Saint-Marc, 43, à Orléans.

**LOT-ET-GARONNE**

DURAND (ANDRÉ), avocat à la Cour d'appel, villa Marguerite, coteau de l'Ermitage, à Agen.

**MAINE-ET-LOIRE**

BARILLET (LE D<sup>r</sup> ALEXANDRE), membre de la Commission de surveillance des prisons, à Vihiers.  
 BEUFFE, directeur de l'École de réforme de Saint-Hilaire, près Fontevault.  
 BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE, rue Volney, 2, à Angers.

**MARNE**

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, à Reims.  
 BOYÉ (LE CAPITAINE), rapporteur au conseil de guerre du 6<sup>e</sup> corps d'armée, à Châlons-sur-Marne.  
 CROUZILLAC (FÉLICIEN), docteur en droit, avoué, rue du Commerce, 15, à Épernay.  
 HENROT (LE D<sup>r</sup> HENRI), ancien maire de Reims, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, boulevard Gambetta, 73, à Reims.  
 LYON-CAEN (LÉON), substitut du procureur de la République, à Reims.

**MARNE (HAUTE-)**

LE PROUX DE LA RIVIÈRE, procureur de la République, à Langres.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA HAUTE-MARNE, rue Decrès, 13, à Chaumont.

**MEURTHE-ET-MOSELLE**

BERTIN (LE CAPITAINE), rapporteur au conseil de guerre, à Nancy.  
 FACULTÉ DE DROIT DE NANCY (M. le doyen).  
 MOREL (RENÉ), professeur agrégé à la Faculté de droit, rue du Maréchal Oudinot, 75, à Nancy.  
 NAST (MARCEL), professeur à la Faculté de droit, faubourg Saint-Jean, 71, à Nancy.  
 OUDINOT (MARCEL), chargé de cours à la Faculté de droit, à Nancy.

**NORD**

BIBLIOTHÈQUE DE L'ORDRE DES AVOCATS, au Palais de justice, à Lille.  
 BIBLIOTHÈQUE DES FACULTÉS CATHOLIQUES, boulevard Vauban, 56, à Lille.  
 BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE L'ACADÉMIE (section de droit), à Lille.  
 BIGO-DANEL, imprimeur, rue Royale, 85, à Lille.  
 CARPENTIER (PAUL), avocat, ancien bâtonnier, rue Jacquemau-Giellée, 35, à Lille.  
 CERTEUX (ALBERT), juge d'instruction au Tribunal civil, boulevard Delbeque, 66, à Douai.  
 COUHÉ (LOUIS), président du tribunal civil, boulevard de la Liberté, 159, à Lille.  
 DASSONVILLE (GEORGES), premier président de la Cour d'appel, place du Barlet, 3, à Douai.

## MM.

- DEMOGUE (RENÉ), professeur à la Faculté de droit, place du Temple, 5, à Lille.  
 DRILLON (PAUL), avocat, secrétaire de la Société de patronage, rue Jacquemars-Giélée, 29, à Lille.  
 DUBRON (VICTOR), bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel, rue du Canteloux, 9, à Douai.  
 DUTHOIT (EUGÈNE), professeur à la Faculté libre de droit, rue Jacquemars-Giélée, 141, à Lille.  
 FREMICOURT (CHARLES), substitut du procureur de la République, à Valenciennes.  
 GAND (MAURICE), professeur à la Faculté de droit de l'Institut catholique, place aux Bleuets, 7, à Lille.  
 GODART (ANDRÉ), vice-président au Tribunal civil, rue Nicolas-Leblanc, 8, à Lille.  
 GODRON, docteur en droit, avoué, boulevard de la Liberté, 103 bis, à Lille.  
 GORCE (EDMOND DE LA), avocat à la Cour d'appel, rue d'Esquerchin, 31, à Douai.  
 GUÉRIN-PELLISSIER (LOUIS), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'Office central des œuvres de bienfaisance, rue des Stations, 75, à Lille.  
 HOUDOY (ARMAND), avocat, ancien bâtonnier, président du Comité de défense des Enfants traduits en justice, square Jussieu, 8, à Lille.  
 HOUDOY (JULES), avocat, trésorier de la Société de patronage des libérés, rue Marais, 26, à Lille.  
 LEDIEU-DUPAIX (ACHILLE), consul des Pays-Bas et du Luxembourg, rue Négrier, 27, à Lille.  
 LEVÉ (ALBERT), juge honoraire au Tribunal civil, rue des Pyramides, 6, à Lille.  
 PILON (EUSTACHE), doyen de la Faculté de droit, place Simon-Voland, 10, à Lille.  
 PRUDHOMME (HENRI), juge au Tribunal civil, rue de Solférino, 234, à Lille.  
 SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES LIBÉRÉS ET DES ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS DU DÉPARTEMENT DU NORD (M. PAUL CARPENTIER, secrétaire général), rue Jacquemars-Giélée, 35, à Lille.  
 VALLIN (CAPITAINE), docteur en droit, rapporteur au conseil de guerre du 1<sup>er</sup> corps d'armée, rue Saint-André, 23, à Lille.

**OISE**

- BOULLANGER (LÉON), ancien magistrat, avocat, président de l'Œuvre d'assistance par le travail du département de l'Oise, rue J.-B.-Oudry, 30, à Beauvais.  
 MARTIN (HENRI), docteur en droit, à Ercuis.

**PAS-DE-CALAIS**

- HEURY-MORY, rue du Pot-d'Étain, 29, à Boulogne-sur-Mer.

**PUY-DE-DOME**

- GRAMACCINI (CAMILLE), directeur honoraire des établissements pénitentiaires, à Mirefleurs, par les Martres-de-Veyre.  
 MONTVALON (GABRIEL-BARRIGUE DE), substitut du procureur général près la Cour d'appel, rue de l'Hôtel-de-Ville, 15, à Riom.

**PYRÉNÉES (BASSES-)**

- PETIT (CHARLES), président de chambre honoraire à la Cour de cassation, à Urrugne, par Saint-Jean-de-Luz.  
 SENS-OLIVE (JOSEPH), avocat général à la Cour d'appel, rue Samonzet, 23, à Pau.

**PYRÉNÉES (HAUTES-)**

## MM.

- ANCELY (RENÉ), procureur de la République, à Bagnères-de-Bigorre.  
 ROULLET (GEORGES), docteur en droit, substitut du procureur de la République, à Bagnères-de-Bigorre.

**PYRÉNÉES-ORIENTALES**

- COMMISSION DE SURVEILLANCE DES PRISONS CIVILES, rue de l'Ancienne-Comédie, 1, à Perpignan.

**RHONE**

- BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ, à Lyon.  
 BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT, à Lyon.  
 GARRAUD (RENÉ), professeur de droit criminel à la Faculté de droit, correspondant de l'Institut, membre de la Commission de surveillance des prisons, rue de l'Hôtel-de-Ville, 79, à Lyon, et à l'Écot, Beaujeu.  
 LONG (A.-M.-H.), procureur de la République, à Lyon.  
 OGLIASTRIONI, directeur de la circonscription pénitentiaire, quai Perraché, 12, Lyon.  
 PAYEN (M<sup>me</sup> AUGUSTIN), présidente de l'Œuvre des jeunes filles libérées et membre de la Commission de surveillance, place Bellecour, 2, à Lyon.  
 ROUSSET (LE CHANOINE), directeur de l'Œuvre de Saint-Léonard, à Couzon au Mont-d'Or.  
 VORON (EMMANUEL), professeur à la Faculté libre de droit, rue d'Égypte, 1, à Lyon.

**SAONE-ET-LOIRE**

- BOGÉ, capitaine, rapporteur près le Conseil de guerre, à Chalon-sur-Saône.  
 PETITCUENOT (CHARLES), procureur de la République, à Charolles.

**SEINE**

- ANDRÉ (ÉDOUARD), docteur en droit, sous-intendant militaire des troupes coloniales, ancien procureur de la République près les tribunaux de Saint-Pierre et Miquelon, rue de Paris, 216, à Clamart.  
 BIBLIOTHÈQUE DE L'ASILE D'ALIÉNÉS, à Villejuif.  
 CHARPENTIER (LE D<sup>r</sup> RENÉ), boulevard du Château, 6, à Neuilly-sur-Seine.  
 COMMISSARIAT DE POLICE, à Montrouge.  
 FONLUPT (JACQUES), avocat à la Cour d'appel, avenue de Robinson, 3, à Sceaux.  
 LARNAUDE, professeur à la Faculté de droit, boulevard Maillot, 92, à Neuilly-sur-Seine.  
 MEUVRET (D<sup>r</sup> HENRI), ancien interne de l'infirmerie centrale des prisons de la Seine, médecin des prisons de Fresnes, rue Houdan, 104, à Sceaux.  
 MONTLUC (L. DE), conseiller honoraire, avocat à la Cour d'appel, ancien préfet, boulevard Victor-Hugo, 16, à Neuilly.  
 PACHOT (ED.), commissaire de police, boulevard Chanzy, 60, à Montreuil-sous-Bois.  
 PAULIAN (LOUIS), chef des secrétaires-rédacteurs à la Chambre des députés, secrétaire du Conseil supérieur des prisons, rue Laborde, 9, Saint-James à Neuilly-sur-Seine.  
 PIERRE (L'ABBÉ), curé des Lilas (Seine).

## MM.

ROMILLAT (MAURICE), attaché au parquet du procureur de la République, près le tribunal de la Seine, rue de Paris, 46, à Asnières.  
 THIRY (M<sup>me</sup>), inspectrice générale des Services administratifs au ministère de l'Intérieur, rue Diderot, 19, à Asnières.

**SEINE-ET-MARNE**

BARATTE, économe adjoint de l'Administration pénitentiaire, à Melun.  
 BOIGEY, médecin major, à Fontainebleau.  
 GRENET, président du tribunal civil, rue Saint-Honoré, 49, à Fontainebleau.  
 LANTIN, directeur de la maison centrale, à Melun.  
 PÉRARD (HIPPOLYTE), avoué, à Meaux.  
 PRAT (PAUL DE), avocat, ancien magistrat, rue d'Avon, 2, à Fontainebleau.  
 TATTEGRAIN (ROBERT), juge suppléant rétribué, à Fontainebleau.

**SEINE-ET-OISE**

ALPHANDERY (GEORGES), substitut du procureur de la République, à Rambouillet.  
 BOURSAUS, licencié en droit, capitaine d'artillerie, rue de la Paroisse, 22, à Versailles.  
 DUMAS (JACQUES), substitut du procureur de la République, rue de Beauvais, 5 bis, à Versailles.  
 DIRECTEUR (LE), de l'asile de Ville-Evrard, à Neuilly-sur-Marne.  
 GROUSSAU, député, professeur à la Faculté de droit de l'Institut catholique de Lille, rue Saint-Louis, 20, à Versailles.  
 JACQUELIER (LE D<sup>r</sup> P.), médecin en chef des asiles de la Seine, à l'asile de Noisselle.  
 LE POITTEVIN (GUSTAVE), conseiller à la Cour d'appel, rue de la Bonne-Aventure, 15, à Versailles et avenue de l'Opéra, 5, à Paris, 1<sup>er</sup>.  
 MACAIGNE (PIERRE), villa Jeanne-d'Arc, rue de Lorraine 31, à Mantes-sur-Seine.  
 MAGNAN (LE D<sup>r</sup>), médecin en chef de l'asile de Sainte-Anne, quai de Suresnes, 10, à Chatou.  
 ROLLET (HENRI), avocat à la Cour d'appel, avenue du Château, 32, à Bellevue.  
 ROSENFELD (ALPHONSE), juge d'instruction au tribunal civil, à Versailles.

**SEINE-INFÉRIEURE**

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Rouen.  
 BIBLIOTHÈQUE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-INFÉRIEURE, à Rouen.  
 CÉLICE (ALBERT), procureur de la République, à Rouen.  
 GUILLARD (PAUL), avocat, rue Gustave-Flaubert, 102, le Havre.  
 MARAIS (GUSTAVE), avocat à la Cour d'appel, rue Lémery, 16, à Rouen.  
 MOURRAL (AMÉDÉE), conseiller à la Cour d'appel, rue Pouchet, 2, à Rouen.

**SOMME**

FONTAINE, directeur de l'École de préservation, à Doullens.  
 REGNAULT (GONZALVE), procureur général près la Cour d'appel, à Amiens.  
 RENCKER (PAUL), substitut du procureur général près la Cour d'appel, à Amiens.

**TARN**

CORMOULS-HOULÈS (ÉDOUARD), docteur en droit, inspecteur de l'enseignement technique, à Mazamet.

## MM

GRABIELLE (FRANÇOIS), juge d'instruction, à Castres.  
 MIQUEL (MAURICE), président du tribunal civil, à Castres.

**TARN-ET-GARONNE**

JACQUIER (ANDRÉ), substitut du procureur de la République, à Montauban.

**VAR**

DES PORTES DE LA FOSSE (J.), domaine de Plan-Peirassau, à Besse.  
 ŒUVRE DE BIENFAISANCE DES PRISONS (M. AUGIER, commissaire en chef de la Marine, en retraite), boulevard de Strasbourg, 74, à Toulon.

**VIENNE**

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE L'ACADÉMIE (section de droit), à Poitiers.  
 HUBERT (FRÉDÉRIC), professeur à la Faculté de droit, avocat à la Cour d'appel, rue Le Cesve, 12, à Poitiers.

**VIENNE (HAUTE-)**

CHAMPCOMMUNAL (JOSEPH), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, rue des Argentiers, 8, à Limoges.

**VOSGES**

LIÉGEOIS (GASTON), juge d'instruction au tribunal civil, président de la Société de patronage et d'assistance du département des Vosges, à Épinal.

**YONNE**

BILLARDON (EUGÈNE), avoué, maire d'Avallon.  
 COUTURIER, juge honoraire, à Joigny.  
 GRÉBAUT (ROGER), procureur de la République, à Avallon.

**ALGÉRIE**

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE (M. LE BIBLIOTHÉCAIRE), rue Michelet, Mustapha, à Alger.  
 CHAMBRE (CHARLES), président du Tribunal civil, à Mostaganem.  
 COMITÉ ORANAIS DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE, (M. LE PRÉSIDENT), au Palais de Justice, à Oran.  
 GODIN (FRÉDÉRIC), substitut du procureur de la République, à Bône.  
 LARCHER (ÉMILE), professeur à la Faculté de droit, rue Desfontaines, 15, à Alger-Mustapha.  
 VOREAUX (CHARLES), licencié en droit, contrôleur de la maison centrale, à Berrouaghia.

**GUYANE**

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE (LE), à Saint-Laurent-du-Maroni.  
 LÉVY (GEORGES), procureur général, chef du service judiciaire de la Guyane, à Cayenne.

**MADAGASCAR**

MM.

MADAULE (LE CAPITAINE), capitaine-rapporteur près le conseil de guerre de Madagascar, à Tananarive.

**MAROC**

GERMEBAUD (LE CAPITAINE), rapporteur près le conseil de guerre des confins marocains, à Oudjda.

**MARTINIQUE**

LE FRANÇOIS, procureur général, chef du service judiciaire, à Fort-de-France.

**NOUVELLE-CALÉDONIE**

LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE (LE), à Nouméa.

**TUNISIE**

ALAPETITE (GABRIEL), ministre plénipotentiaire, résident général de France, à Tunis.

DARMON (RAOUL), docteur en droit, avocat, rue Saint-Charles, 5, à Tunis.

LABBE (ÉDOUARD), juge au Tribunal mixte, rue d'Arles (quartier Hoffret Korril), à Tunis.

**ÉTRANGER****ALLEMAGNE**

MM.

SOCIÉTÉ DES PRISONS DES PROVINCES DU RHIN ET DE WESTPHALIE, à Dusseldorf (Prusse).

BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA JUSTICE (direction de la Justice), (GROSCH BADISCHES, secrétaire), à Karlsruhe, grand-duché de Bade.

KÖBNER (WILHELM), à Breslau, Silésie.

KROHNE (LE D<sup>r</sup>), directeur de l'Administration pénitentiaire, Ministère de l'Intérieur, à Berlin.

LISZT (LE D<sup>r</sup> FRANZ VON), conseiller intime de justice, professeur de droit à l'Université, Hardenbergstrasse, 19, à Charlottenburg (Berlin).

MAYR (VON), ancien sous-secrétaire d'Etat, professeur à l'Université, à Futsing près Munich.

MITTERMAIER (WOLFGANG), professeur à l'Université, Giessen (Hesse).

ROSENFELD (LE D<sup>r</sup> ERNST), Staatsanwalt, Vossstrasse, 13, à Berlin, W, 9.

STUBER (W.) Sackheim, à Würzburg.

ZINDEL (LE D<sup>r</sup> VON), directeur au Ministère de la Justice, à Stuttgart (Württemberg).

**ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)**

DUFFY (JOSÉ-LUIZ), directeur de la *Carcel de Encausados*, à Buenos-Ayres.

ESCARY (JOSEPH), calle Victoria, 619, à Buenos-Ayres.

MM.

FACULTÉ DES SCIENCES JURIDIQUES ET SOCIALES (LA), à La Plata.

MEYER ARENA (ALBERTO), secrétaire du patronage de l'Enfance, Entre-Rios, 483, à Buenos-Ayres.

SEEBER (D<sup>r</sup>), fiscal de la cour criminelle, Cordoba, 363, Buenos-Ayres.

VUCETICH (JUAN), chef du cabinet d'identification dactyloscopique, La Plata.

**AUSTRALIE**

BEABY WHITING (JOHN), secretary of State children Department, Adelaide, South Australia.

**AUTRICHE-HONGRIE****Autriche.**

HOLZNECHT DE HORT (LE D<sup>r</sup> ROBERT RITTER), ancien ministre de la Justice, Schiller Platz, 4, à Vienne.

HOEGEL (D<sup>r</sup> HUGO), procureur général à la Cour de cassation et professeur de droit pénal au Konsular-Akademie, Schmerlingplatz, 1/1, Vienne.

SCHIFF (MAXIMILIEN-PAUL), Helenenstrasse, 118, Baden près Vienne.

**Bohême.**

UNIVERSITÉ TCHÈQUE (Bibliothèque de la Faculté de droit), à Prague.

**Croatie.**

ŠILOVITCH (JOSIP), député, professeur de droit criminel à l'Université, à Zagreb.

**Galicie.**

KRZYMUSKY (EDMOND DE), professeur de droit pénal à l'Université, rue Krupnicza, 5, à Cracovie.

**Hongrie.**

ANGYAL DE SIKABONY (D<sup>r</sup> PAUL), professeur de droit pénal à l'Université, I, Krisztina-Körút, 155-157.

BAUMGARTEN (LE D<sup>r</sup> ISIDORE), avocat général à la Cour de cassation, Erzsébe korut, 41, à Budapest.

BENKOE, Dorottija, ú, à Budapest.

FINKEY (LE D<sup>r</sup> FRANÇOIS DE), professeur à l'Académie Sárospatak. Comita zemplin.

HARMAT (LE D<sup>r</sup> ÉMIL), avocat, à Besztereze.

IMRE (GYORGY), 1, Etros-Utea, 116, à Szabadka.

LÉVAY (LE D<sup>r</sup> JOSEPH DE), secrétaire royal au Ministère de la Justice, II, rue de Landchid, 8, à Budapest (Hongrie).

RICKL (JULES DE), conseiller de section au Ministère royal de la Justice, Jozsef-körút, 33, à Budapest.

SZILAGYI (D<sup>r</sup> ARTHUR-CHARLES), avocat, président de la Commission du Cercle des avocats pour la protection de l'Enfance, à Budapest, IV. Esküsút, 5 sz.

VAMBERY (le D<sup>r</sup> D.), substitut du Procureur général, professeur agrégé à l'Université, rue de l'Université, 2, à Budapest.



**Styrie.****MM.**

MARCOVITCH (ANTON), directeur du pénitencier, à Marburg.

**BELGIQUE**

BELYM (LÉON), docteur en droit, inspecteur au Ministère de la Justice, rue Dupré, 13, à Jette-Saint-Pierre, près Bruxelles.  
 BERTRAND (ERNEST), directeur de la prison, à Forest (Brabant).  
 BUGGENOMS (L. DE), avocat à la Cour d'appel, place de Bronckart, 19, à Liège.  
 BIBLIOTHÈQUE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, à Bruxelles.  
 BIBLIOTHÉCAIRE DE L'ORDRE DES AVOCATS, à Bruxelles.  
 BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, à Bruxelles.  
 CARTON DE WIART (HENRY), membre de la Chambre des représentants, ministre de la Justice, rue de la Loi, 16, à Bruxelles.  
 COLLARD (CHARLES), substitut du procureur du roi, rue de la Longue-Haye, 6, à Bruxelles.  
 COMITÉ DU PATRONAGE DES DÉTENUÉS ET LIBÉRÉS, avenue Charlotte, 13, à Anvers.  
 COUR D'APPEL DE LIÈGE (BIBLIOTHÈQUE), M. le conseiller bibliothécaire, au Palais de justice, à Liège.  
 DANSAERT DE BAILLIENCOURT (G.), avocat à la Cour d'appel, président de la Société tutélaire des Enfants traduits en justice, rue du Prévôt, 117, à Bruxelles.  
 DEMEURE (CHARLES), substitut du procureur du roi, rue Montoyer, 37, à Bruxelles.  
 DÉPÔT CENTRAL DE MENDICITÉ, rue de l'Atelier, 15, à Bruges.  
 DIRECTEUR PRINCIPAL DES COLONIES DE BIENFAISANCE DE L'ÉTAT, à Hoogstraeten (Prov. d'Anvers).  
 DIRECTION GÉNÉRALE DES PRISONS, à Bruxelles.  
 DU MONCEAU DE BERGENDAL (LE COMTE LOUIS), juge suppléant près la justice de paix de Wavre, avenue des Germaines, 18, à Bruxelles et Les Lilas, Bonlez, par Grez-Doiceau (Brabant).  
 ÉCOLE DE BIENFAISANCE DE L'ÉTAT (LE DIRECTEUR), à Moll.  
 ÉCOLE DE BIENFAISANCE DE L'ÉTAT (LE DIRECTEUR), à Ruysselede-Ber-nem.  
 ÉCOLE DE BIENFAISANCE DE L'ÉTAT (LE DIRECTEUR), à Saint-Hubert.  
 ÉCOLE DE BIENFAISANCE DE L'ÉTAT (LE DIRECTEUR), à Ypres.  
 FENAUX (ÉDOUARD), directeur de la prison centrale de Louvain.  
 GUELTON (GEORGES), docteur en droit, directeur au Ministère de l'Intérieur, rue Marie-Thérèse, 119, à Louvain.  
 GUNZBURG (NIKO), avocat, Longue-Rue-de-l'Hôpital, 50, à Anvers.  
 JASPAR (HENRI), avocat à la Cour d'appel, secrétaire de la Commission royale des patronages, avenue de la Toison-d'Or, 93, à Bruxelles.  
 LEXHY (PHILIPPE DE), juge de paix du 2<sup>e</sup> canton, rue Saint-Laurent, 306, à Liège  
 MAISON DE REFUGE POUR FEMMES, à Bruges.  
 MAUS (ISIDORE), directeur général de la législation pénale au Ministère de la Justice, rue Philippe-le-Bon, 22, à Bruxelles.  
 MINISTRE DE LA JUSTICE, cabinet du Ministre, 16, rue de la Loi, à Bruxelles.

**MM.**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DIRECTION GÉNÉRALE DES PRISONS, bureau 91, à Bruxelles.  
 MINISTÈRE DE LA JUSTICE (LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BIENFAISANCE), à Bruxelles.  
 NAGELS (LUDOVIC), procureur du roi, à Tongres.  
 PRINS (ADOLPHE), recteur de l'Université, inspecteur général des prisons au Ministère de la Justice, rue Souveraine, 69, à Bruxelles.  
 PRISON CENTRALE DE GAND.  
 PRISON DE SAINT-GILLES (LE DIRECTEUR DE LA), à Bruxelles.  
 PUSSEMIER (LIONEL), avocat, conseiller provincial, rue de la Vallée, 81, à Eecloo (Flandre orientale).  
 SCHEEPERS (LÉON), avocat à la Cour d'appel, rue Dartois, 34, à Liège.  
 SOCIÉTÉ POUR LE PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS ET LA PROTECTION DE L'ENFANCE (LE PRÉSIDENT), au Palais de justice, à Verviers.  
 THIRY (FERNAND), ancien recteur de l'Université, professeur de droit pénal à la Faculté de droit, rue Fabry, 5, à Liège.  
 UNIVERSITÉ DE BRUXELLES (M. LE BIBLIOTHÉCAIRE).

**BRÉSIL**

BANDEIRA (LE D<sup>r</sup> MERALDINO O. DE TORRÈS), avocat, ancien ministre de la Justice, rue Marquez de Abrantès, 44, à Rio-de-Janeiro.  
 BEZERRA (LE D<sup>r</sup> A.), conseiller à la Cour d'appel, Estrada de Nazareth, 56, à Pará.  
 CARNEIRO (LE D<sup>r</sup> MARIO TIB. GOMES), avocat, rua Gonçalves Dias, 66, Rio Janeiro.  
 COSTA DO SILVA (ANTONIO-JOSÉ), Simao, Estado do San Paulo.  
 LEAL (AURELINO), secrétaire d'État et chef de la Sûreté publique, à Bahia.  
 MOTTA (LE D<sup>r</sup> CANDIDO), rua do Dautor Cesario Motta, 2, à São Paulo.  
 RICARDO SEVERO, à São Paulo.  
 VIEIRA DE REZENDE (D<sup>r</sup> ASTOLPHO), praia de Saõ Chris Christivam, 249, à Rio-de-Janeiro.

**BULGARIE**

MINKOFF (DOBRI), procureur près la Cour de cassation, Vitochka, 77, à Sofia.  
 MINISTÈRE DE LA JUSTICE, à Sofia.  
 MOLOFF, professeur de droit, boulevard Tsar Oswobodite, 18, à Sofia.

**CANADA**

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (M. A. DE CELLES), Ottawa.

**CHILI**

LAZO (FIDEL), sous-directeur de la Carcel et du Presidio, Alcadia de la Carcel, Valparaiso.  
 RODRIGUEZ (LUIS), secrétaire de la préfecture de Police, à Santiago.

**COSTA - RICA**

ASTÚA AGUILAR (JOSÉ), président de la Cour de justice centre américaine, à San José Costa-Rica.

**CUBA****MM.**

GOVIN (ANTONIO), Dragones, 70, à La Havane.  
ORTIZ (D<sup>r</sup> FERDINANDO), abogado, à La Havane.

**DANEMARK**

FUSSING (LE D<sup>r</sup> THORKIL), directeur général de l'Administration générale des Prisons, Margrethevej Hellerup, 29, à Copenhague.  
GOOS (ADOLF), docteur en droit, directeur du pénitencier de Christienschavn, à Copenhague.

**ÉGYPTE**

ALY ABOU EL FETOUH, sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au Caire.  
BLETSIS (PYRRUS), avocat aux tribunaux d'Égypte, école Sabugo, à Alexandrie.  
ÉCOLE FRANÇAISE DE DROIT, au Caire.  
CALOYANNI (MEGALOS), conseiller à la Cour d'appel indigène, Villas Privat, Ghezireh, au Caire.  
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE KHÉDIVIALE DE DROIT (LE), au Caire.  
MAUNIER (RENÉ), professeur de droit pénal à l'École khédiviale de droit, au Caire.  
PÉLISSIÉ DU RAUSAS, directeur de l'École française de droit, au Caire.

**ESPAGNE**

AILLAUD, director del Asilo Toribio Durán, Espana Gracia, à Barcelone.  
ALBO Y MARTI (RAMON), docteur en droit, député au Congrès, président du patronage des mineurs détenus et abandonnés, membre du Comité des prisons et de la maison de correction, directeur de la *Revista social*, rue des Archs, 1, à Barcelone.  
ALVAREZ MARIÑO (D. JOSÉ), calle de la Lealtad, 6, principal, à Madrid.  
ARMENGOL Y BAS (MANUEL), docteur en médecine, délégué régional en Catalogne de la Société d'études pénitentiaires et de réhabilitation des prisonniers, membre du patronage des libérés, rue Princesa, 54, à Barcelone.  
ARTECHE (ANTONIO), à la Medo de Uргуigo, à Bilbao.  
CADALSO (FERNANDO), docteur en droit, en philosophie, ès lettres et ès sciences sociales, inspecteur général des prisons, San Bernardo, 89, à Madrid.  
COLEGIO DE ABOGADOS, calle de Santa-Lucia, 1, à Barcelone.  
CONGRESO DE LOS DEPUTADOS, à Madrid.  
CRISPALO DE LA BARGA, avocat, Alberto Aguilera, à Madrid.  
DORADOYMONTERO (PEDRO), professeur à l'Université, calle de Libreros, 16, II, à Salamanque.  
FACULTAD DE DERECHO DE SANTIAGO DE GALICIA.  
GASCON Y MARIN, professeur à la Faculté de droit de Séville.  
JIMENEZ (INNOCENTIO), catedradico de derecho penal, à Saragosse.  
JUDERIAS (JULIAN), secrétaire du patronage royal, Calle del Tutor, 12, à Madrid.  
LANDON Y ACOSTA (GUSTAVO), directeur du pénitencier de Valence.  
LASTRES Y JUIZ (FRANCISCO), Senador del Reino, avocat, professeur de droit, plaza del General Castaños, 3 y 5, à Madrid.  
MARIANO (ANTÓN), sous-chef à la prison des femmes, à Madrid.

**MM.**

MENDOZA (D<sup>r</sup> VINCENTE), Colmenarès, 10, à Valladolid.  
MUSÉE GÉNÉRAL DE LA FACULTÉ DE DROIT, à Madrid.  
PEDRAGOSA (LE D<sup>r</sup> D. JOSÉ), aumônier de la Carcel Modelo, à Barcelone.  
SILVELA (DON EUGENIO), Eguilez, 3, à Madrid.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Z.-R. BROCKWAY, superintendent State Reformatory Elmira, N. Y.  
G.-S. GRIFFITH, président de la *Prisoners's Aid Association*, à Baltimore, Maryland.  
HENDERSON (CHARLES-RICHMOND), professeur de sociologie à l'Université, à Chicago.  
NIBECKER, superintendent of the House of Refuge, Glen Mills, Pennsylvanie.  
PRISON ASSOCIATION, 135 East, 15<sup>th</sup> Street, New-York, City.  
LE SECRÉTAIRE DU BUREAU DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE, à Columbus, Ohio.  
C.-D. RANDALL, secretary of the Michigan State public school, à Coldwater, Michigan.  
REV. FRED. H. WINES, L. L. D., secrétaire du bureau de l'Assistance publique, à Springfield, Illinois.  
UNIVERSITY OF CHICAGO (department of social science), à Chicago, Illinois.

**GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE**

S. P. CAVE (L.-S.), secrétaire honoraire de la Société de patronage métropolitaine, 13, Lowndes square, London, S. W.  
GRUBB (EDWARD), ancien secrétaire de la *Howard Association*, 9, Devonshire Chambers, Bishopsgate Without, London, E. C.  
MITCHELL-INNES (NORMAN G.), directeur de la prison, à Shrewsbury.  
PRISON COMMISSIONERS (LA), à Édimbourg.  
SCOTT (D<sup>r</sup> JAMES), médecin en chef de la prison de Holloway, London.

**GRÈCE**

ANTONIADES (D.-G.), avocat à la Cour d'appel, rue Lycabète, 21 A, à Athènes.  
BARTHÈS (LÉON), docteur en droit, inspecteur général de l'administration pénitentiaire hellénique, à Athènes.  
BENSIS (Georges), rue Knésiti, à Athènes.  
CANELLOPOULOS (EUTHYME), ancien secrétaire à la Légation hellénique à Constantinople, à Athènes.  
DESPOTOPOULOS (MICHEL), avocat, à Patras.  
GOULIMIS (CONSTANTIN), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, à Athènes.  
LOUKAS NAKOS, avocat, 17, Odos Sôtéros, à Athènes.  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE (M. D. E. CASTORKIS, chef de l'Administration générale des Prisons), à Athènes.  
SKOUSÈS (ALEXANDRE), député, ancien Ministre des Affaires étrangères, rue Sophocle, 19, à Athènes.  
VENIZELOS (ELEUTHERIOS), président du Conseil des Ministres, à Athènes.

**HOLLANDE**

BIBLIOTHÈQUE DE LA COMMISSION PÉNITENTIAIRE INTERNATIONALE, à Groningue.

## MM.

COMMISSION DES PRISONS, à Rotterdam.  
 COMMISSION DES PRISONS, à Leeuwarden.  
 ENGELÉN (LE D<sup>r</sup> J<sup>kr</sup> D. O), président du tribunal, à Zutphen.  
 LOREN VAN THEMAAT (LE D<sup>r</sup> H.-B. VER), procureur de la Reine près le tribunal, Katenhaven, à Zutphen.  
 MACARÉ (J<sup>kr</sup> RETHAAN), avocat général à la Haute-Cour, Sweelmek straat, 29, La Haye.  
 VAN DER AA (SIMON), professeur de droit criminel à l'Université, juge suppléant au tribunal, secrétaire général de la Commission pénitentiaire internationale, Groningue.  
 VAN HAMEL (G.-A.), professeur à l'Université, Nikolas Witsen Kade, 48, à Amsterdam.

**ITALIE**

ALIMENA (BERNARDINO), professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université, à Modène.  
 BIANCHI (L'ABBÉ ALESSANDRO), docteur de la Bibliothèque ambrosienne, via Moneta, 1-A, à Milan.  
 CONTI (EMILIO), sénateur du Royaume, via Monforte, 26 (Associazione Cesare Beccaria, Corso Venezia, 69), à Milan.  
 CONTI (UGO), professeur titulaire de droit pénal et de procédure pénale à l'Université de Cagliari, via Carducci, à Rome, et rue Ugo Bassi, à Bologne.  
 DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, à Rome.  
 DIRECTION GÉNÉRALE DES PRISONS, à Rome.  
 EUSEBEDO GENNAO, avocat, via Cavour, 57, à Rome.  
 FALCO (LE D<sup>r</sup> F.-F.), à Morano Napoli.  
 FINZI (MARCELLO), docteur en droit, avocat, professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université, corso Giovecca, 167, Ferrare.  
 FRANCHI (BRUNO), avocat, via Straderari, 19, à Rome.  
 JANNITTI DI GUYANGA (LE Ch. ALFREDO), premier secrétaire au ministère de Grâces et Justice, Rome.  
 LONGO (LUIGI-VITTORIO), rédacteur au ministère de Grâces et Justice, à Rome.  
 NEGRI (P<sup>r</sup> AMBROGIO), via Gabarella, 27, à Padoue.  
 NICEFORO (ALFREDO), professeur à l'Université de Naples.  
 SENTARO (GENNARO), substitut du procureur du roi, à Rome.  
 STOPPATO (LE D<sup>r</sup> ALESSANDRO), professeur de droit pénal à l'Université, via Zamboni, 34, à Bologne.

**JAPON**

KAKIHARA, président du tribunal, à Osaka.  
 KATSUMOTO (KANZABURO), professeur à la Faculté de droit de l'Université de Kioto.  
 KOBAYASHI, procureur en chef, à Tokio.  
 MAKINO, professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université impériale de Tokio.  
 TÉZUKA (TORO), procureur général à la Cour d'appel de Nagaya.  
 UNIVERSITÉ IMPÉRIALE DE TOKIO.

**LUXEMBOURG**

## MM.

BRUCK FABER (C. J. P.), administrateur des établissements pénitentiaires, membre de la Commission pénitentiaire internationale du Grand-Duché de Luxembourg, à Luxembourg.  
 ROUSSEAU (DANIEL), ancien magistrat, avenue de l'Arsenal, 12, à Luxembourg.  
 ULVELING (AUGUSTE), président de la Chambre des comptes, membre de la Commission administrative des prisons, à Luxembourg.

**MEXIQUE**

ESCUELA DE JURISPRUDENCIA, à Mexico.  
 D. MIGUELS NACEDO, calle de Don Juan Manuel, 20, à Mexico.  
 SANCHEZ GAVITO (MANUEL), avocat, San Augustin, 12, à Mexico.

**MONACO (PRINCIPAUTÉ DE)**

PRÉSIDENT DE LA COUR (LE), à Monaco.

**NORVÈGE**

FÆRDEN (AND.), conseiller à la Cour, Sorgenfrigaden, 1, à Christiania.  
 WOXEN, secrétaire général du Ministère de la Justice, à Christiania.

**PÉROU**

SALVADOR CAVERO, fiscal de la Corte Suprema, à Lima.

**PORTUGAL**

ALMEIDA-AZEVEDO (ANTONIO-EMILIO D'), juge, membre de l'Académie royale des sciences de Lisbonne et de l'Institut de Coimbre, à Costa de Vallado-Aveiro.  
 FACULTÉ DE DROIT, à Coimbre.  
 CRISPINIANO DA COSTA, procuradorio de la Republica, à Foz de Douro.  
 LE DIRECTEUR DE LA PENITENCIARA, à Lisbonne.  
 URCULLA (LE D<sup>r</sup> FERNANDO), à Porto.

**ROUMANIE**

BALASIE (ALEXANDRE), avocat à T. Severin.  
 DIRECTION GÉNÉRALE DU SERVICE PÉNITENTIAIRE, Ministère de l'Intérieur, à Bukarest.  
 MIRONESCO (GEORGES), avocat, strada Pitar-Mosu, à Bukarest.  
 RADULESCU (CONSTANTIN), ancien magistrat, sous-directeur général des prisons, à Bukarest.  
 STATESCU (STEFAN), procureur général près la Cour de cassation, strada général Lahovary, 19, à Bukarest.  
 STOENESCO (LE D<sup>r</sup>), médecin-expert, à Bukarest.  
 TANOVICEANU (I.), député, professeur à l'Université, strada Fintinei, 77, à Bukarest.  
 TEODORESCU (JULIAN), docteur en droit, juge au tribunal de première instance, professeur de droit pénal à l'Université, Jassy.  
 VISOIU-CORNATEANU (D<sup>r</sup> J.), professeur à la Faculté de droit, secrétaire général de la Revista penitenciara si de drept penal, calea Mosilor, 175, à Bukarest.

**RUSSIE****MM.**

- BIBLIOTHÈQUE DE LA SECTION DE CODIFICATION, au conseil de l'Empire, perspective Liteing, 44, à Saint-Pétersbourg.
- BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE IMPÉRIALE, à Jurjewez.
- BOROVITINOFF (MICHEL), professeur à l'École impériale de droit, membre des conseils de médecine et de statistique, sous-chef de l'Administration générale des prisons, Grécheskoï, 6, à Saint-Pétersbourg.
- DRILL (DIMITRI), jurisconsulte au Ministère de la Justice, Newsky, 166, à Saint-Pétersbourg.
- FELDSTEIN (GREGOR), privat-docent à l'Université, Arbat, rue Calochine, en sa maison, à Moscou.
- S. P. FOINITSKY (Son Excellence le sénateur IVAN), professeur à l'Université, Kabinetskaïa, 2, à Saint-Pétersbourg.
- GALKINE-VRASKY (Son Excellence M. MICHEL), secrétaire d'État, membre du Conseil de l'Empire, rue Joukovsky, 27, à Saint-Pétersbourg.
- HEJFITZ (JULES), section de législation au ministère de la Justice, Bascow per, 6, à Saint-Pétersbourg.
- HERNETT (MICHEL), professeur de droit criminel à l'Université, à Moscou.
- JIJILENKO (ALEXANDRE), professeur à l'Université impériale, Wassili Ostrov, Liniia, 21, à Saint-Pétersbourg.
- KABINET ONGOLOVNAVO PRAVA (Université), à Saint-Pétersbourg.
- KAZARINE (MICHEL), chef de section à l'Administration pénitentiaire, Maloja Italianskaja, 17, à Saint-Pétersbourg.
- KHRULEFF (E.), chef de l'Administration générale des prisons, perspective grecque, 23, à Saint-Pétersbourg.
- LIKHATCHEW, président de Cour d'appel. Ministère de la Justice, à Saint-Pétersbourg.
- NABOKOFF, professeur à l'école de droit, Morskaïa, 47, à Saint-Pétersbourg.
- SCHMOURLO (A.-F.), conseiller à la Cour de Tiflis.
- TCHÉGLOWITOFF (JEAN DE), Ministre de la Justice, procureur général près la section criminelle de la Cour de cassation, Nadejdinskaïa, 41, à Saint-Pétersbourg.
- S. P. YAKOWLEW (DE), président de la Société impériale philanthropique, fondateur de l'asile correctionnel de Bolchevo, à Moscou.
- ZAITZEFF (LÉON), agrégé à la Faculté de droit, avocat à la Cour d'appel, rue Terestchenkowskaïa, 3, à Kieff.

**Caucase.**

SCHMOURLO (A.-F.), conseiller à la Cour de Tiflis.

**Finlande.**

ADMINISTRATION DES PRISONS, à Helsingfors.

SERLAKINS, professeur à l'Université, Kronbergsgatan, 7, à Helsingfors.

**Pologne.**

KONIC (HENRYK), avocat assermenté à la Cour d'appel, directeur en chef de la *Gazeta Sadowa Warszawska* (Gaz. des trib.), président de la section de droit civil de la Société juridique, rue Wlodzińska, 14, à Varsovie.

**MM.**

- KONN (HENRIK-APOLLINARY), avocat, docteur en droit, secrétaire de la section de droit public et administratif de la Société juridique, rue Wielka, 50, à Varsovie.
- KORENFELD (MIKOLAJ), avocat assermenté à la Cour d'appel, membre de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, rue Wlodzińska, 21, à Varsovie.
- MAKOWSKI (WACLAW), avocat assermenté à la Cour d'appel, membre de la Société juridique, rue Widock, 16, à Varsovie.
- MIKLASZEWSKI (WALENTY), docteur en droit, ancien professeur de droit criminel à l'École supérieure (*Szkola Glowna*) et à la Faculté de droit de l'Université de Varsovie, membre de la section de droit criminel de la Société juridique, rue Hoza, 8, à Varsovie.
- PAPIESKI (LÉON), avocat assermenté à la Cour d'appel, membre de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, rue Wlodzińska, 15, à Varsovie.
- PEPLOWSKI (ADOLF), avocat assermenté à la Cour d'appel, président de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, rue Elektoralna, 28, à Varsovie.
- POPOWSKI (STANISLAW), avocat assermenté à la Cour d'appel, bibliothécaire de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, rue Nowogrodzka, 20, à Varsovie.
- RAPPAPORT (ÉMIL-STANISLAW), docteur en droit, avocat assermenté à la Cour d'appel, vice-président de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, Nowogrodzka, 40 (róg Nowo-Wielkiej) m. 8, à Varsovie.
- RUNDO (STANISLAW), avocat assermenté à la Cour d'appel, secrétaire adjoint de la section de droit criminel de la Société juridique de Varsovie, rue Chmielna, 11, à Varsovie.

**SAN SALVADOR**

LIMA (FRANCISCO), avocat, à San Salvador.

**SERBIE**

- FACULTÉ DE DROIT, à Belgrade.
- GEZA KOHN, rue du Prince-Michel, 34, à Belgrade.
- GIVANOVITCH (LE D<sup>r</sup> THOMAS), professeur agrégé de droit pénal à l'Université, rue Capétan Michina, 3, à Belgrade.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE, à Belgrade.

**SUÈDE**

- ALMQUIST (VIKTOR), chef de l'administration générale des prisons de Suède, à Stockholm.
- HEDBORG (AXEL), président du tribunal de première instance, près Skellefte (Suède).
- D'OLIVECRONA (AXEL), à Upsal.

**SUISSE**

- BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE, à Genève.
- BIBLIOTHÈQUE CANTONALE, à Fribourg.
- BIBLIOTHÈQUE CANTONALE, à Lausanne.
- FABRE, directeur du pénitencier, à Lausanne.

GAUTIER (ALFRED), professeur à l'Université, boulevard des Tranchées, 14, à Genève.  
 GUILLAUME (LE D<sup>r</sup>), directeur du Bureau fédéral de statistique, à Berne.  
 MERCIER (ANDRÉ), avocat, professeur à la Faculté de droit, rue du Petit-Chêne, à Lausanne.  
 SPIRA (LE D<sup>r</sup> ÉMILE), professeur de droit pénal à l'Université de Genève, Chêne, Bougeries, villa Austria.  
 TATARTCHEFF, licencié en droit, rue J. Dalphin, 9, à Genève.  
 UNIVERSITÉ (BIBLIOTHÈQUE DE L'), à Bâle.

**TURQUIE**

ASSIM-BEY MUDERRIZOVITCH, directeur de l'Administration pénitentiaire générale, à Constantinople.  
 ZOHRA-B-KIRCOV, avocat, Lagiverd Ham, à Galata.

**URUGUAY**

BIBLIOTECA DE LA FACULTAD DE DERECHO, Montevideo.  
 CONSEJO PENITENCIARIO, calle Ji, à Montevideo.  
 GOYENA (LE D<sup>r</sup> JOSÉ IRURETA), professeur de droit pénal. S/c, 18 de Julio 253, Montevideo.

**LISTE DES REVUES**

avec lesquelles la Société générale des Prisons  
 fait l'échange de son Bulletin.

**FRANCE**

*Archives de l'Anthropologie criminelle* (M. le D<sup>r</sup> A. LACASSAGNE), place Raspail, 1, à Lyon.  
*Bulletin de la Société de Législation comparée*, rue du Pré-aux-Clercs, 16, à Paris.  
*Revue parlementaire* (M. Fernand FAURE, directeur), rue de l'Université, 110, à Paris.  
*Recueil de l'Académie de législation de Toulouse* (M. le secrétaire perpétuel), à Toulouse.  
*Musée social*, rue Las-Cases, 5, VII<sup>e</sup>.  
*Journal du droit international privé* (CLUNET), rue Keppler, 11, XVI<sup>e</sup>.  
*Revue du droit international privé* (A. DE LAPRADELLE), rue Soufflot, 22, V<sup>e</sup>.  
*Revue Algérienne*, à Alger.

**ÉTRANGER**

ALLEMAGNE. — *Archiv für Strafrecht und Strafprozess*, R. V. Deckeis, Verlag, G. Schenck, Jerusalem Strasse, 56, Berlin, S. W. 19.  
*Journal de la science pénitentiaire* (*Blätter für Gefängniskunde*), par le D<sup>r</sup> Hoch, directeur des établissements pénitentiaires, à Strasbourg.  
*Revue générale de la science de droit pénal* (*Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, J. Guttentag*)(D. Collin), Wilhelmstrasse, 119-120, à Berlin S. W. 4.  
*Der Gerichtssaal*, Ferdinand Euke, éditeur, à Stuttgart.  
 ARGENTINE (RÉPUBLIQUE). — *Archivos de psiquiatria y criminologia*, Callao, 737, à Buenos-Ayres.  
*Revista penitenciaria*, Carcel de Encausados, à Buenos-Ayres.  
 AUTRICHE. — *Osterreichische Zeitschrift für Strafrecht*, M. le professeur Alexander LOFFLER, directeur, Vienne XVIII/1. Gentsgasse, 38.  
 BELGIQUE. — *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 26, 28, rue des Minimes, à Bruxelles.  
 CUBA. — *Revista bimestre cubana*.

- DANEMARK. — *Nordisk Tidsskrift for Fængselsvæsen* (M. Stuckenberg, directeur de la *Revue pénitentiaire du Nord*), à Aarhus.
- ESPAGNE. — *Boletín de Justicia militar*, à Madrid.  
*Boletín oficial del ministerio de Gracia y Justicia*, à Madrid.  
*El Mundo penal*, à Madrid.  
*Revista penitenciaria*, San Lorenzo, 5, à Madrid.  
*Revista general de legislación y de jurisprudencia*, Cañizares, 3, à Madrid.
- ÉTATS-UNIS. — *Charities and the reformatories*, 105, East 22d Street, à New-York.  
*Criminal Record*, Dearborn Street, 215, à Chicago.  
*Journal of the Institute of the criminal law and criminology*. Northwestern University Building, 31, West Lake Street, à Chicago (Illinois).
- GRANDE-BRETAGNE. — *Reformatory and Refuge Journal*, Charing-Cross, 32, à Londres.  
*The Prison's Service Review*, Warwick MANSION, à Londres.
- HOLLANDE. — *Tydschrift voor Strafrecht*, à Leyde.
- ITALIE. — *Archivio di Psichiatria, Scienze penali ed Antropologia criminale*, via Legnano, 26, Turin.  
*Gazzetta delle Carceri* (Professeur Marinelli, directeur), Corso Umberto I, 128, à Catane (Sicile).  
*Giustizia penale*, rue Cavour, 57, à Rome.  
*Progresso del Diritto criminale (II)* (professeur E. Carnevale, directeur), via Panisperna, 227, à Rome.  
*Rivista penale*, via Torino 117, à Rome.  
*Rivista italiana di sociologia*, piazza Poli, 42, à Rome.  
*Rivista di Diritto e Procedura penale*, San Mario, n° 2539, Venise (prof. E. Florian et A. Zerboglio, direct.). M. le Dr Franc. Vallardi, adm.; corso Magenta, 48, à Milan.  
*Rivista di Diritto penale e Sociologia criminale*, via Cacciarella, 15 bis, à Pise.  
*Rivista di Discipline Carcerarie e correttive*, corso Vittorio-Emmanuele, 323, à Rome.  
*Scuola positiva*, E. FERRI, Directeur, via Montebello, 2, à Rome.  
*Studi senesi nel circolo giuridico della R. Università* (MM. Pietro Rossi et Giuseppe Leporini, directeurs), à Sienne.
- RUSSIE. — *Journal du Ministère de la Justice* (M. le Rédacteur en chef), à Saint-Pétersbourg.  
*Messenger des Prisons* (M. le Rédacteur), à Saint-Pétersbourg.
- SUISSE. — *Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht*, revue pénale suisse (Professeur Karl Srooss), Vegegasse, 6, Wien XIX (Autriche).

## SÉANCE

DE LA

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS

DU 18 DÉCEMBRE 1912

---

*Présidence de M. FEUILLOLEY, Président.*


---

La séance est ouverte à 4 heures.

Le procès-verbal de la séance du 20 novembre est lu par M. Paul KAHN, secrétaire, et adopté.

Excusés : MM. Bérenger, Boullanger, Brunot, Busson-Billaut, Chaales des Étangs, Et. Flandin, Garçon, Gastambide, A. Gigot, Groussau, Just, Labori, de La Loyère, P. Mercier, du Monceau de Bergendal, R. Morel, Nagels, E. Passez, Pineau, G. Regnault, A. Ribot, H. Robert, F. Voisin, Winter.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, nous connaissons tous ici la grande et ancienne Société de législation comparée, notre aînée de quelques années, puisque sa fondation remonte à 1869.

La science du droit lui doit beaucoup; elle a vulgarisé en France la connaissance des législations étrangères; ses remarquables publications : *le Bulletin* et *l'Annuaire de législation étrangère*, ont permis aux juristes, avocats, magistrats, professeurs, à tous ceux en un mot qui s'intéressent au mouvement des idées, de suivre, pour ainsi dire jour par jour, le développement et l'évolution des législations de tous les pays.

La Société générale des prisons, qui suit, dans la matière du droit pénal et de la science pénitentiaire, une voie parallèle, a pu maintes